

Pleinement engagée dans la défense des causes justes

L'Algérie confirme son rôle pivot sur l'échiquier international

L'Algérie a pu confirmer, durant sa présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, son rôle pivot sur l'échiquier international, démontrant une fois de plus son leadership à mener des plaidoyers à même de défendre les causes justes, à faire taire les armes et à booster les réflexions internationales en quête d'un monde meilleur.

Lire page 3



Photo : D.R. ©

Présidence



Abdelmadjid Tebboune reçoit un appel téléphonique du roi de Jordanie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, un appel téléphonique de son frère le roi Abdallah II, souverain du Royaume hachémite de Jordanie frère, au cours duquel ils ont échangé les vues sur la situation dans le monde arabe, en particulier, et les derniers développements dans le monde.

Lire page 16

Projets hydrauliques

Derbal inspecte plusieurs chantiers stratégiques à Guelma

Lire page 4

Nouvelles infrastructures

Alger sera dotée de trois hôpitaux de 120 lits dès 2026

Lire page 4

Réforme juridique

L'APN débat de l'amendement du code de la nationalité

L'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, samedi, sous la présidence de Brahim Boughali, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat de la proposition relative à l'amendement du code de la nationalité. L'auteur de la proposition, le député Hicham Sifer, a affirmé que l'objectif du texte est d'adapter le cadre juridique régissant la nationalité aux dispositions de la Constitution et aux engagements internationaux y afférents, notamment en matière de déchéance. Il a souligné que la déchéance de la nationalité algérienne, d'origine ou acquise, n'est pas une règle générale, mais une mesure juridique exceptionnelle, à laquelle il n'est recouru que dans des cas rares et avérés liés à l'atteinte délibérée aux intérêts supérieurs de la nation ou à la violation manifeste du devoir de loyauté. Le député a précisé que la proposition ne vise pas le principe de la double nationalité, mais traite des situations de son mauvais usage, lorsque celle-ci est exploitée pour se soustraire à la responsabilité ou porter atteinte à la sécurité de l'État.

Lire page 4



Algérie Poste lance un plan ambitieux de modernisation
Investissements et mutations pour soutenir le paiement électronique

Lire page 6

Travaux publics

Djellaoui renforce le suivi des projets structurants et fixe l'échéance 2026

Lire page 6

Contribution

Les impacts de la décision du 17 décembre 2025 des taxes américaines, de l'arbitrage de l'UE et sur l'économie algérienne

● Par Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités

Lire page 5

CAN-2025 : Algérie – Soudan J-2

Les Verts en mode concentration

Lire page 15

Protection civile

11 morts et 204 blessés en 24 heures

Onze personnes ont trouvé la mort et 204 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 3 morts et 2 blessés, suite à une collision entre deux véhicules. Les équipes de la Protection civile ont également prodigué des soins de première urgence à 15 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et des chauffe-eaux à travers plusieurs wilayas du pays, relève le communiqué, déplorant toutefois le décès d'un homme de 46 ans, intoxiqué par ce gaz dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers, à travers les wilayas d'Alger, Béjaïa et Skikda, ayant causé des gênes respiratoires à une personne et des blessures à une autre. Pour ce qui est des dernières intempéries, les équipes de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations de pompage et d'épuisement des eaux pluviales dans les wilayas d'Oran et Ghardaïa.



Annaba

Tentative de vol de voiture à main armée à El Bouni

À El Bouni, la police a coupé net à une tentative de vol de voiture qui aurait pu finir très mal. Un homme de 27 ans, déjà connu des services judiciaires, a été interpellé la semaine dernière après avoir menacé le conducteur d'une voiture avec une arme de poing de 4^e catégorie. Les enquêteurs ont retrouvé l'arme, le véhicule visé et le masque utilisé pour dissimuler le visage : des éléments qui confirment la préméditation de l'acte. L'intervention s'est déroulée vite et sans effusion de sang. Mais, la gravité des faits reste élevée. Menacer avec une arme à feu change la nature d'une infraction isolée en un passage à l'acte susceptible d'entraîner la mort. Les enquêteurs ont procédé aux constats techniques et à l'enregistrement des preuves pour établir la chaîne des responsabilités et remonter d'éventuelles connexions criminelles. La qualification retenue comprend la tentative de vol commise avec violence et menace à main armée, le vol et la détention d'une arme sans autorisation. Le dossier a été transmis au parquet d'El Hadjar après les formalités d'usage, ce qui ouvre la voie aux poursuites et à une audience où la mesure de placement sera décidée. La police insiste sur l'importance d'une réponse judiciaire rapide pour prévenir la récurrence.

El Tarf

Récupération de 48 pièces de monnaie archéologique et arrestation d'une personne

Les éléments de la brigade mobile de Police judiciaire de la sûreté de daïra d'Echatt, dans la wilaya d'El Tarf, ont réussi à récupérer 48 pièces de monnaie archéologique et arrêter une personne originaire d'une wilaya de l'Est du pays. Le chef du bureau de communication à la sûreté de wilaya, l'officier principal de police,

Hamza Djellab, a précisé qu'exploitant des informations relatives à une personne s'adonnant à la commercialisation de pièces de monnaie archéologique dans la wilaya, les policiers ont intensifié les investigations qui ont conduit à l'identification du suspect et son arrestation dans la commune d'Echatt au terme d'un plan

minutieux en possession de 48 pièces de monnaie archéologique obtenues à la suite de fouilles. Inscrivant l'opération dans le cadre des efforts des services opérationnels de la protection du patrimoine culturel, la même source a indiqué qu'un dossier pénal a été établi à l'encontre du mis en cause pour «posses-

sion en vue de la vente de pièces de monnaie archéologique sans autorisation des instances compétentes». De son côté, la direction de la Culture et des Arts de la wilaya a indiqué que l'expertise a confirmé l'importance historique des pièces de monnaie qui remontent à la période romaine.



Batna

Plus de 56 000 comprimés psychotropes saisis

Les éléments de la brigade de Police judiciaire de la sûreté de wilaya de Batna ont interpellé, à la suite d'une opération coordonnée avec l'Armée nationale populaire (ANP), un important trafiquant de psychotropes et saisi 56 550 comprimés de ce produit prohibé, selon un communiqué publié par la cellule de communication de ce corps constitué. L'opération, qualifiée de «qualitative», a été menée après la réception d'informations faisant état du stockage, par un trafiquant de drogue, d'une importante quantité de psychotropes dissimulée à son domicile familial. L'élaboration d'un plan minutieux, exécuté en coordination avec des unités de l'ANP, a permis l'identification du suspect et de son

lieu de résidence, ajoute le document, soulignant qu'après coordination avec le parquet compétent, le domicile du suspect a été perquisitionné, donnant lieu à la découverte de la quantité de substances psychotropes, soigneusement cachée, pour être commercialisée dans les milieux juvéniles. Menée sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, l'opération a également abouti à la saisie d'une autre quantité de drogue dure (cocaïne) et de cartouches de catégorie 5 sans justification légale, fait encore savoir le communiqué de la sûreté de wilaya. Le suspect a été déféré devant le parquet après finalisation des procédures légales d'usage.

Tamanrasset, Djelfa et Bouira

Six morts et 12 blessés

Trois morts et 2 blessés sont déplorés dans une collision suivie d'un incendie samedi soir à Tamanrasset, selon un communiqué de la Protection civile. Les services de secours de la Protection civile sont intervenus samedi soir, à 19h14, suite à un grave accident de la circulation impliquant 2 véhicules sur la route nationale N°1, dans la commune et la daïra de Tamanrasset. Le drame a fait 3 victimes décédées, dont les corps ont été transférés au service de conservation des dépouilles, et 2 autres personnes ont été blessées. Ces dernières ont été rapidement prises

en charge par les équipes de secours avant d'être transportées à l'hôpital local pour recevoir des soins. Dans le même contexte toujours trois personnes ont trouvé la mort et 3 autres ont été blessées, hier, dans un grave accident de la route survenu dans la wilaya de Djelfa. Selon un communiqué de la Protection civile, l'accident s'est produit peu avant 15h00 sur le chemin de wilaya CW 167, à proximité de la commune de Had Shari. Il a impliqué deux véhicules de tourisme entrés en collision frontale. Les victimes ont été évacuées vers l'établissement hospitalier

le plus proche pour recevoir les soins nécessaires, tandis qu'une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame. Enfin, un accident de circulation en chaîne impliquant dix véhicules a fait sept blessés sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de Lakhdaria dans la wilaya de Bouira. Selon un communiqué de la Protection civile, l'intervention a eu lieu tôt hier matin. Les équipes de secours ont pris en charge les blessés avant de les évacuer vers l'hôpital local.



Quotidien National d'Information

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Fondateur
Tewfiq Meraou

Directeur de la Publication
Ahsene Saaïd

Directrice de la Rédaction
D' Lila Meraou

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger

Rédaction : Coopérative SIKH - Les Sources - Bir Mourad Raïs - Alger

Administration et Publicité

Tél-Fax : 023 54 80 82

Tél-Fax : 023 54 80 81

Compte N° : 00500111400213631013

Diffusion

Ouest-Centre-Est

Zigzag

Expresse

Impression

SIA

«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :

L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.

Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

www.lechodalgerie.dz

[E-mail : echodalgerie@gmail.com](mailto:echodalgerie@gmail.com)

[L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information](#)

[@echodalgerie_dz](#)

Lundi 22 décembre 2025

Pleinement engagée dans la défense des causes justes L'Algérie confirme son rôle pivot sur l'échiquier international

L'Algérie a pu confirmer, durant sa présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, son rôle pivot sur l'échiquier international, démontrant une fois de plus son leadership à mener des plaidoyers à même de défendre les causes justes, à faire taire les armes et à booster les réflexions internationales en quête d'un monde meilleur.

Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a pris à bras-le-corps aussi bien la défense des causes justes en Afrique et dans le monde arabe que la résolution des autres conflits hantant les quatre coins du monde. Agissant à la fois en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité et en tant que membre du groupe A3+, l'Algérie est parvenue, grâce à sa force de conviction et son approche basée sur la concertation, à convoquer de nombreuses réunions d'urgence sur la situation en Palestine et sur d'autres conflits tout aussi préoccupants, à savoir les conflits au Soudan, au Yémen, au Liban, en Libye, en Syrie, en République démocratique du Congo, en Haïti et en Colombie, ainsi qu'à initier des réunions inédites à même de penser un monde meilleur, à l'abri des fléaux et autres défis menaçant l'humanité.

Concernant la Palestine, l'Algérie a réussi à convoquer en trente jours plusieurs réunions d'urgence sur notamment l'impératif de consolider le cessez-le-feu en vigueur dans la bande de Gaza, sur les difficultés rencontrées par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), ainsi que sur la situation des enfants dans l'enclave palestinienne, parvenant à atténuer à chaque fois la détresse des populations et à leur rendre espoir.

Pour ce qui est de la Libye, les efforts de l'Algérie se sont avérés particulièrement fructueux en ce sens qu'ils ont arraché un «accord historique» permettant à l'Autorité libyenne d'investissement de réinvestir les avoirs libyens gelés dans les institutions financières internationales et une décision obligeant le Comité des sanctions sur la Libye à informer les autorités libyennes de toutes les correspondances relatives aux avoirs gelés.

S'agissant des questions syrienne, yéménite, soudanaise et libanaise, la délégation algérienne est parvenue, après avoir pesé de tout son poids, à convaincre les membres du Conseil de sécurité de l'importance de soutenir les processus politiques initiés par les peuples desdits pays, en vue d'amorcer une nouvelle ère, loin de toute ingérence étrangère.

Toujours dans le souci de faire triompher la paix à travers le monde, l'Algérie a convoqué, notamment, dans le cadre du groupe A3+, des réunions et des consultations sur la situation en Colombie, en RD Congo et en Haïti, mettant en avant à chaque occasion l'impératif de privilégier les voies diplomatiques et le dialogue pour apaiser les tensions. Parallèlement à ses efforts en faveur de la paix, l'Algérie, une voix

écoutée et respectée par ses pairs, a initié des réunions inédites sur des thématiques clés concernant directement les défis guettant son espace géographique direct (l'Afrique et le monde arabe), à l'instar de la lutte contre le terrorisme, la consolidation de la coopération ONU-Ligue arabe, ainsi que la réforme de l'actuel système international.

Tant attendue par la communauté internationale eu égard à l'expérience de l'Algérie en la matière, la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question de la lutte contre le terrorisme en Afrique, présidée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a permis aux délégations ministérielles présentes de s'imprégner de l'approche algérienne axée, entre autres, sur l'impératif de traiter à la fois les manifestations de ce phénomène et ses causes profondes, ainsi que les différents aspects du développement et de la sécurité.

L'approche algérienne a été saluée à l'unanimité par les ministres africains ayant pris part aux travaux de cette réunion, remerciant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour ses efforts, ainsi que son rôle efficace dans la fédération des démarches continentales dans le domaine de la lutte contre ce fléau. Concernant le renforcement de la coopération entre la Ligue arabe et l'organe exécutif de l'ONU, la réunion présidée également par M. Attaf, a permis de mettre en évidence l'urgence de consolider et de valoriser l'action diplomatique arabe et onusienne en faveur de la paix, de la sécurité et de la prospérité dans la région arabe. La réunion a mis aussi en relief les répercussions négatives de l'exclusion de cette question de l'équation de la paix régionale qui ne fera qu'aggraver les tensions et les crises, estimant que le système international a également besoin de cette relation complémentaire, qui est la raison d'être du multilatéralisme et l'un de ses principaux vecteurs. D'autre part, et soucieuse de défendre les causes justes à travers le monde, l'Algérie a pleinement profité de son mandat pour porter haut et fort la voix du peuple sahraoui, en défendant farouchement et inlassablement le droit inaliénable de ce peuple opprimé à l'autodétermination et à l'indépendance. Malgré les tentatives désespérées du régime du Makhzen de faire miroiter de prétendus gains diplomatiques concernant le statut juridique du Sahara occidental, destinés essentiellement à cacher ses innombrables échecs au niveau local, et les revirements de certaines puissances étrangères au profit de vils intérêts éco-



nomiques et de marchandages politiques, l'Algérie est restée fidèle à ses principes et n'a eu de cesse de réitérer son soutien indéfectible au peuple sahraoui. A travers sa diplomatie, l'Algérie a pesé durant les deux dernières années de tout son poids, sur instructions du président de la République, et sous la conduite de son ministre des Affaires étrangères et de son représentant permanent au Conseil de sécurité, pour mettre la cause sahraouie sous le feu des projecteurs afin d'éviter qu'elle ne soit vidée de toute sa substance.

A l'initiative de plusieurs autres pays, elle a notamment réussi à faire passer des amendements cruciaux au (projet) de la résolution 2797 du 31 octobre 2025 portant renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), réaffirmant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et rendant le texte plus équilibré, malgré les pressions marocaines visant à liquider la question. L'Algérie a transformé une première mouture du projet de résolution qui favorisait le prétendu plan d'autonomie marocain en un texte plus conforme au droit international, en insistant sur la légitimité du référendum d'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, et veillé à ce que le texte ne porte

pas atteinte aux résolutions antérieures du Conseil de sécurité, qui constituent le socle juridique pour une solution juste et durable. Dans ce contexte, Ahmed Attaf avait expliqué, lors d'une conférence de presse le 18 novembre dernier à Alger, que le Conseil de sécurité n'a pas adopté les thèses marocaines concernant la question du Sahara occidental, soulignant que le dossier «n'est pas clos» et reste soumis aux Nations unies au niveau de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité spécial de la décolonisation (C-24). «La résolution adoptée par le Conseil de sécurité a préservé, dans sa teneur, tous les fondamentaux de la solution à la question du Sahara occidental, sans toucher à aucun de ses éléments interdépendants et complémentaires», s'était félicité le ministre d'Etat.

Ainsi, à travers ses positions tranchées, en droite ligne avec les principes qui constituent le socle de sa diplomatie étrangère, l'Algérie a, une nouvelle fois, démontré durant les deux ans de son mandat en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, sa volonté inébranlable de continuer à défendre les causes justes dans le monde, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie dans les fora internationaux.

T. Benslimane

Célébration de la Journée mondiale de la langue arabe Chaïb préside la cérémonie



Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a présidé, hier, avec le président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaïd, la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la langue arabe, organisée avec la participation des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger. Cette célébration a couronné un mois entier d'activités culturelles, linguistiques et éducatives organisées au profit des enfants de la communauté nationale à l'étranger, à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe, au cours desquelles ils ont démontré leur attachement à la patrie, ainsi que leur fierté et leur lien étroit avec leur patrimoine culturel et civilisationnel. Lors de son allocution, le secrétaire d'Etat a salué «la place qu'accordent les hautes autorités du pays à la promotion de la langue arabe et les efforts soutenus de l'Etat pour l'enseignement de la langue arabe aux enfants algériens résidant à l'étranger, en tant que pilier fondamental de l'identité nationale, et élément essentiel pour la préservation de l'appartenance culturelle et civilisationnelle des enfants du pays». A ce propos, M. Chaïb a indiqué que le ministère des Affaires étrangères, en coordination avec le ministère de l'Education nationale, œuvre au lancement de nouvelles initiatives à caractère éducatif et pédagogique visant à répondre aux attentes de la diaspora tant sur le plan éducatif que culturel, soulignant que «ces efforts connaissent un développement permettant leur concrétisation dans les plus brefs délais, de manière à les renforcer et à consacrer la place de la langue arabe auprès des enfants de notre communauté à l'étranger». Il a également passé en revue les efforts en cours visant l'ouverture de plusieurs centres culturels algé-

riens à l'étranger, en tant qu'espaces dédiés à la promotion de la langue arabe et aux échanges culturels, outre l'organisation de visites pédagogiques et culturelles en Algérie au profit des élèves et étudiants issus de la communauté nationale établie à l'étranger, dans le but de «leur permettre de mieux connaître l'histoire de leur pays, sa culture et ses fondements civilisationnels». «Il est prévu d'organiser une université d'hiver au profit des étudiants algériens issus de la diaspora, ainsi qu'une visite intitulée «Voyage de la mémoire» destinée aux enfants de la communauté résidant en France ayant participé au concours organisé à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, commémorée le 17 octobre», a-t-il indiqué. De son côté, le président du HCLA a salué «le caractère distinctif et exceptionnel de cette manifestation ainsi que la participation active et qualitative de notre communauté établie aux quatre coins du monde», l'appelant à «poursuivre ses efforts afin de préserver son héritage culturel et linguistique, contribuant ainsi au renforcement de ses liens avec la patrie». Dans le même contexte, il s'est félicité des relations de coopération entre le ministère des Affaires étrangères et son institution afin de «garantir le rayonnement de la langue arabe auprès de nos concitoyens établis à l'étranger». Lors de cette cérémonie, et par visioconférence, des allocutions des ambassadeurs d'Algérie auprès de plusieurs pays du monde ont été diffusées, en plus de la présentation de différents programmes et activités organisés à travers 50 représentations diplomatiques et consulaires algériennes dans le monde, sous le slogan : «La langue arabe : un pont d'appartenance et d'unité de conscience», à l'occasion de la Journée mondiale de la langue arabe.

Réforme juridique

L'APN débat de l'amendement du code de la nationalité

L'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, samedi, sous la présidence de Brahim Boughali, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat de la proposition relative à l'amendement du code de la nationalité.

L'auteur de la proposition, le député Hicham Sifer, a affirmé que l'objectif du texte est d'adapter le cadre juridique régissant la nationalité aux dispositions de la Constitution et aux engagements internationaux y afférents, notamment en matière de déchéance. Il a souligné que la déchéance de la nationalité algérienne, d'origine ou acquise, n'est pas une règle générale, mais une mesure juridique exceptionnelle, à laquelle il n'est recouru que dans des cas rares et avérés liés à l'atteinte délibérée aux intérêts supérieurs de la nation ou à la violation manifeste du devoir de loyauté. Le député a précisé que la proposition ne vise pas le principe de la double nationalité, mais traite des situations de son mauvais usage, lorsque celle-ci est exploitée pour se soustraire à la responsabilité ou porter atteinte à la sécurité de l'État. Le texte définit les actes graves exigeant une déchéance, notamment l'atteinte à la sécurité et à l'unité de l'État, l'allégeance envers un État étranger, la collaboration avec des parties hostiles, l'adhésion à des groupes terroristes ou subversifs, leur financement ou la propagande en leur faveur, au détriment des intérêts de l'État. Dans son intervention, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a indiqué qu'après

examen de la proposition, le gouvernement a estimé qu'elle répond aux conditions procédurales et de forme prévues par la Constitution. Il a ajouté que les observations formulées par l'Exécutif portent sur la nécessité de renforcer son adaptation aux dispositions constitutionnelles et aux mécanismes internationaux en vigueur permettant aux États de procéder, exceptionnellement et dans des cas précis, à une déchéance de nationalité, y compris d'origine. Ces observations, a-t-il précisé, ont été prises en considération dans le rapport préliminaire relatif à la proposition de loi. Le ministre a également insisté sur la nécessité de renforcer les garanties procédurales permettant une application rigoureuse de la proposition, notamment l'obligation de fournir des preuves solides et cohérentes attestant la commission des actes graves mentionnés, ainsi que l'obligation d'informer au préalable la personne concernée des faits qui lui sont reprochés. Il a enfin indiqué que l'examen des dossiers de déchéance sera confié à une instance compétente spécialisée qui, après étude du dossier et de la proposition de déchéance, rendra sa décision sous forme de décret présidentiel, conformément aux procédures en vigueur.

Nora Mohammedi



Justice

Le ministère programme de nouvelles formations pour les magistrats

Le ministère de la Justice a annoncé, dans un communiqué, la programmation de plusieurs sessions de formation au profit des magistrats à partir de dimanche, en vue de renforcer leurs compétences et d'actualiser leurs connaissances, conformément aux nouveautés juridiques et réglementaires. Dans le cadre de la coopération avec l'École supérieure de la magistrature (ESM), 60 magistrats affectés au département de l'application des peines participeront à une formation pratique les 21, 22 et 23 décembre, au siège de l'ESM, précise le communiqué. Quatre

magistrats prendront part à la 10^e édition des Assises nationales des commissaires aux comptes, sous le thème : «Le rôle de la profession d'audit et de comptabilité dans la sortie de l'Algérie de la liste grise du GAFI et dans la restauration de la confiance internationale», qui se tiendront les 22 et 23 décembre 2025 à l'hôtel El Aurassi à Alger. Dans le cadre de la coopération avec le Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ), 100 magistrats et cadres participeront les 24 et 25 décembre en cours à des rencontres sur les mécanismes de la coopération judiciaire

internationale en matière pénale, au siège de la résidence des magistrats. Selon le communiqué, cette session a pour objectif de mettre en exergue les mécanismes de la coopération judiciaire pénale internationale, notamment les mandats d'arrêt diffusés à l'international, ainsi que les différentes formes de demandes de coopération, parmi lesquelles les commissions rogatoires internationales, les demandes d'extradition, les notifications officielles, la récupération des revenus criminels, ainsi que l'ensemble des procédures liées à la coopération judi-

ciaire. Ces rencontres visent également à enrichir deux guides en cours d'élaboration par le CRJJ relatifs à la coopération pénale internationale et à la récupération des revenus criminels, en permettant aux groupes de travail de s'enquérir des problématiques pratiques rencontrées sur le terrain et d'intégrer les meilleures pratiques afin de lever les entraves auxquelles sont confrontés les magistrats lors de l'application des mécanismes de coopération judiciaire internationale, conclut le communiqué.

Sonia Stambouli

Projets hydrauliques

Derbal inspecte plusieurs chantiers stratégiques à Guelma

Le ministre des Ressources en eau, Taha Derbal, a entamé, ce dimanche, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Guelma, afin de suivre l'état d'avancement des projets hydrauliques et évaluer la qualité du service public de l'eau. Le ministre a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine par le wali de Guelma, Samir Chibani, avant de rejoindre la wilaya pour lancer officiellement son programme de visites. Lors du premier arrêt, à la commune de Houari-Boumediene, le ministre a supervisé les essais initiaux du projet de réalisation du système d'alimentation en eau potable au départ du barrage de Hammam Debagh, destiné aux communes de Bouhmadan, Bordj Sabat, Aïn Regada, Oued Zenati, ainsi qu'à la zone de Ras El Ayounne. Il a également inspecté la station de pompage d'Aïn Khourba. Taha Derbal a

insisté sur la nécessité d'une bonne gestion, de l'adoption d'une approche proactive, et de l'accélération de l'achèvement des projets en cours, tout en veillant au strict respect des normes techniques et à l'amélioration des programmes de distribution de l'eau potable. Il a affirmé l'impératif de renforcer et sécuriser les installations d'approvisionnement afin de garantir la continuité et la qualité du service public. Au troisième point de la visite, dans la commune d'Aïn Ben Beida, le ministre a inspecté le projet de raccordement de neuf communes à l'eau potable par transfert à partir de la station de dessert de Kadia El Drouèche. Il a suivi un exposé sur l'état d'avancement du projet, soulignant la nécessité d'accélérer le rythme d'exécution, le respect des délais contractuels et la mise en service du projet dans les plus brefs délais au profit des citoyens.

Le programme s'est poursuivi dans la commune de Hammam Debagh, où le ministre a inspecté le projet d'augmentation de la capacité de pompage vers la commune, comprenant la duplication de la conduite principale, ainsi que le chantier de réhabilitation de la station de pompage d'Angle. Il a insisté sur l'importance d'assurer un entretien périodique des installations hydrauliques afin de garantir la continuité du service et la fiabilité de l'exploitation. À travers cette visite, le ministre des Ressources en eau a réaffirmé la détermination du secteur à accélérer la cadence des projets structurants pour améliorer durablement l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Guelma, garantir un service public fiable et répondre aux besoins croissants des citoyens.

Sarah Cheriet

Rencontre nationale sur la qualité de vie

Vers une stratégie intégrée et inclusive



Sous le haut patronage du Premier ministre, Sifi Ghrieb, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaoutar Krikou, a présidé, hier, au Palais de la culture Moufidi-Zakaria, l'ouverture de la rencontre nationale d'étude sur la qualité de vie placée sous le slogan : «Acquis nationaux... enjeux de développements». Ont assisté à cette rencontre plusieurs membres du gouvernement, responsables de secteurs et d'organismes publics, des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, ainsi que des représentants du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), partenaire de l'événement. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique nationale visant à ancrer une approche globale et intégrée de la qualité de vie, reposant sur la complémentarité entre dimensions environnementale, sociale et économique, selon une vision alignée sur la Stratégie nationale de la qualité de vie et les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'événement a pour objectif d'établir un espace institutionnel de dialogue et de concertation entre les ministères, institutions publiques, collectivités locales, milieux académiques et société civile, afin d'échanger les expériences, identifier les priorités et ouvrir de nouvelles perspectives d'action commune. Les travaux ont porté sur la valorisation des réalisations enregistrées en matière d'amélioration du cadre de vie, la définition des priorités nationales, ainsi que les mécanismes de mise en œuvre et de coordination entre

secteurs. La rencontre a été marquée par l'installation de la Commission nationale de la qualité de vie, chargée de superviser la mise en œuvre du projet de l'école modèle durable dans le cadre d'une coordination intersectorielle. Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, présent à l'ouverture, a souligné que l'amélioration de la qualité de vie constitue une priorité nationale traduisant la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il a affirmé que ce chantier est une responsabilité collective exigeant la mobilisation de l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et de la société civile. Le ministre a rappelé que l'amélioration de la qualité de vie commence par l'amélioration des déterminants sociaux de la santé, en garantissant la gratuité de la prévention et du traitement, le renforcement de la couverture sanitaire et l'égalité d'accès aux soins. Il a insisté sur le développement des structures de proximité, le renforcement des soins primaires, l'amélioration des prestations hospitalières, la promotion de la prévention et du dépistage précoce, ainsi que sur la diffusion d'une culture de comportements sains. Aït Messaoudène a également souligné la nécessité de renforcer les ressources humaines de la santé par l'amélioration des conditions de travail, le développement de la formation continue et la valorisation des compétences, en vue d'assurer une prise en charge fondée sur l'éthique et la compétence. Il a mis en avant l'importance de la création de pôles nationaux spécialisés pour développer la médecine de précision et renforcer la recherche et l'innovation dans le domaine sanitaire. Le ministre a rappelé l'importance de l'intégration de la santé mentale dans les politiques publiques, la prise en charge des catégories vulnérables, et la levée des tabous entourant cette dimension essentielle de la santé. Il a insisté sur le rôle clé de la transformation numérique du secteur de la santé pour garantir transparence, efficacité, modernisation de la gestion, digitalisation des parcours de soins et accès facilité aux services. En outre, le ministre a réaffirmé le lien étroit entre qualité de vie et préservation de l'environnement, à travers la protection des ressources hydriques, la lutte contre la pollution, l'extension des espaces verts, la gestion durable des déchets et le développement des énergies renouvelables, au bénéfice de la santé publique et des générations futures. Il a également rappelé l'importance du soutien aux services publics de proximité, à la culture, au sport, à la participation citoyenne et à l'accompagnement social des catégories fragiles. En conclusion, le ministre de la Santé a souligné que l'amélioration de la qualité de vie est un objectif mesurable qui nécessite une coordination renforcée, une gestion efficace et l'engagement collectif de tous les acteurs institutionnels et sociaux. Il a réaffirmé la détermination de l'État à garantir à chaque citoyen une vie digne, fondée sur la sécurité, la santé et un avenir meilleur.

Yasmine Derbal

Nouvelles infrastructures

Alger sera dotée de trois hôpitaux de 120 lits dès 2026

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a effectué ce dimanche une visite de terrain dans la wilaya d'Alger, accompagné du wali de la capitale, Mohamed Abdelnour Rabehi, dans le cadre du suivi périodique des projets du secteur et de l'évaluation de l'avancement des nouvelles infrastructures sanitaires. Au cours de cette visite, le ministre et le wali ont inspecté deux établissements de santé dans les communes de Baraki et Réghaïa, d'une capacité de 120 lits chacun, ainsi qu'une structure spécialisée en maternité et enfance dans la commune de Réghaïa, d'une capacité de 60 lits. Le ministre s'est enquis des différents équipements et services prévus, recevant des explications détaillées sur l'état d'avancement et la nature des installations. Les travaux dans ces établissements ont atteint un taux compris entre 95 % et 96 %, traduisant les efforts fournis par les intervenants. La mise en service est prévue au cours du deuxième trimestre 2026, après finalisation des derniers travaux et raccordements aux équipements médicaux nécessaires, selon les déclarations du ministre. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national du secteur visant à renforcer les infrastructures sanitaires, élargir le réseau hospitalier et améliorer la qualité des services publics de santé offerts aux citoyens. À cette échéance, la wilaya d'Alger sera renforcée par trois nouveaux hôpitaux, dont celui d'Aïn Benian, réalisés, selon des normes modernes répondant aux impératifs de la prise en charge médicale contemporaine. Les nouvelles structures seront dotées d'équipements médicaux avancés, notamment en imagerie médicale, tels que scanners et dispositifs de radiologie spécialisée, ainsi que de divers services hospitaliers. Ces nouvelles capacités permettront d'alléger la pression sur les structures existantes, d'améliorer la prise en charge des patients et de rapprocher les services sanitaires des citoyens. Le ministre a salué les efforts du wali d'Alger et des acteurs locaux mobilisés pour accompagner les projets sanitaires, garantir leur achèvement dans les délais et assurer la qualité requise, au service de l'intérêt général. Il a réaffirmé l'engagement de l'État, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à poursuivre la modernisation du secteur de la santé en renforçant les infrastructures et en mobilisant les ressources humaines nécessaires, afin d'améliorer le service public de santé et répondre aux aspirations des citoyens à travers le pays. En conclusion, le ministre a précisé que la réalisation d'hôpitaux d'une capacité de 120 lits s'inscrit dans une stratégie nationale visant à généraliser ce modèle à travers les wilayas, en tant que solution adaptée aux besoins locaux, notamment dans les zones à densité démographique moyenne.

Malik C.

Les impacts de la décision du 17 décembre 2025 des taxes américaines, de l'arbitrage de l'UE et sur l'économie algérienne

Cette présente contribution analyse les impacts de la décision du 17 décembre 2025 des taxes américaines, de l'arbitrage de l'UE et sur l'économie algérienne et les raisons du très faible impact du blocus du pétrole vénézuélien par les USA sur le cours des hydrocarbures qui influence l'économie algérienne mono exportatrice d'hydrocarbures.

● Par Abderrahmane Mebtoul,
professeur des universités

1- En Algérie, Sonatrach peut être assimilée à une grande Banque primaire procurant avec les dérivées inclus dans la rubrique hors hydrocarbures pour 67% entre 2022/2024, selon les statistiques officielles de la douane, soit, 98% des recettes en devises. Dans ce cadre, il y a lieu d'analyser les impacts des décisions récentes des taxes douanières du Président Trump concernant 180 pays et pour l'Algérie qui étaient jusque-là de 18,9 %, et passent à 30%, les USA ayant expliqué aux autorités algériennes cette décision par le déficit de la balance commerciale entre les deux pays en défaveur des États-Unis, ajoutant qu'elle pourra être reconsidérée si l'Algérie lève ses barrières douanières. Les échanges commerciaux bilatéraux qui, vers les années 2004, étaient d'environ 8,5 milliards de dollars, et depuis, avec la production de pétrole et de gaz de schiste, en 2024, selon le FMI, les échanges ont atteint 3,5 milliards de dollars. Les importations en provenance des USA en 2024 ont été d'un milliard de dollars et l'Algérie a exporté vers les États-Unis, pour 2,5 milliards de dollars de biens, essentiellement des hydrocarbures produits pétroliers raffinés ou bruts, des engrais azotés, très accessoirement le ciment, certains produits sidérurgiques et agricoles. Comme nous l'avions annoncé dans plusieurs contributions parues en avril 2025, le dumping étant une pratique interdite au niveau du commerce international faussant la concurrence loyale, consistant une pratique à vendre sur les marchés extérieurs à des prix inférieurs à ceux du marché national, le prix de cession du gaz étant d'environ 20% par rapport au prix international, le taux de dumping pratiqué par l'Algérie étant estimé par l'administration US de 127,32 % pour les produits Tosyali Algérie et pour les autres opérateurs, le département d'État au commerce a annoncé le 17 décembre 2025 ses «décisions préliminaires positives dans les enquêtes antidumping (AD) sur les barres d'armature en acier pour béton provenant d'Algérie.

2- Ces surtaxes, à moins d'un accroissement proportionnel de la productivité interne, ces produits peuvent n'être plus compétitifs par rapport aux autres pays qui ont eu un taux largement inférieur. Qu'en sera-t-il des impacts avec les compagnies américaines qui récemment avaient exprimé leur volonté d'investir en Algérie avec les nouvelles taxes ? Les exportations hors hydrocarbures déjà marginales seront impactées dont 67% sont des dérivées d'hydrocarbures étant passées de 7 milliards de dollars en 2022, à 5 en 2023, à 4,5 en 2024, estimations contradictoires donnant entre 4,5 et 5 milliards de dollars pour 2025. Certes les échanges avec les USA sont marginales, cette décision ayant un impact limité, mais se pose cette question si cette décision américaine de la lutte contre le dumping est appliquée par l'union européenne principal client de l'Algérie. C'est qu'en juillet 2025, l'Union européenne a officiellement engagé une procédure de règlement des différends contre l'Algérie dans le cadre de leur accord d'association invoquant un déséquilibre commercial croissant les importations de l'UE, la fin 2023 inclus les hydrocarbures, ont atteint 35,37 milliards d'euros alors que les exportations de l'UE vers l'Algérie se sont élevées à 14,91 milliards d'euros. Cette tendance est confirmée par le dernier rapport du ministère algérien des Hydrocarbures pour qui les exportations énergétiques algériennes affichent une dépendance marquée envers un cercle restreint de partenaires européens où 80% des hydrocarbures vendus à l'étranger donc les recettes en devises du pays sont destinés à seulement quatre pays de l'Union européenne, l'Italie arrive en tête avec 37 % du total, suivie de la France (18 %), l'Espagne (17 %) et la Turquie (10%%).

3- Cette concentration géographique qui peut avoir des effets pervers pour l'Algérie en cas de tensions avec l'Europe dont les membres sont solidaires intervient dans un double contexte : -premièrement, de baisse des prix, la cotation 60 dollars le baril du pétrole le 20 décembre 2025 ayant été sous la barre des 60 dollars le 18 décembre 2025, les sanctions contre le Venezuela ayant un impact limité au niveau mondial, mais dramatique pour le pays dont ses ressources en devises proviennent des hydrocarbures pour 95% bien que le premier réservoir mondial de pétrole 300 milliards de barils avant l'Arabie saoudite, mais un pétrole lourd, ne produit qu'un million de barils/jour sur une production mondiale en 2025 de 105,2 millions de barils jour



dont 33% OPEP et 50% OPEP+ (plus de 50% se faisant hors l'OPEP+ avec la dominance des USA). Cet impact limité s'explique également par l'éventuel retour de la Russie sur le marché mondial des hydrocarbures en cas du règlement du conflit avec l'Ukraine plus de 45% de l'approvisionnement de l'Europe avant le conflit, le contrat Europe/USA de 750 milliards de dollars sur trois années, l'Espagne et l'Italie principaux clients de l'Algérie ayant conclu l'accord donc 250 milliards de dollars par an d'achat du pétrole et du gaz américain ; deuxièmement, de la baisse des volumes exportés, les exportations des hydrocarbures en 2024 ayant baissé de 5 % en volume et 10 % en valeur pour se stabiliser à 45,2 milliards de dollars, avec une hausse de la consommation nationale d'énergie de 3,8%, étant passée de 72,2 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) en 2023 à 74,9 millions de tep en 2024 avec trois impacts : la baisse des recettes de Sonatrach principal pourvoyeur de devises qui sont passés de 60 milliards de dollars en 2022, à 50 en 2023, 45 en 2024 et les premières estimations pour 2025 41/42 milliards de dollars ; le niveau des réserves de change en nette baisse estimé par CIC Data à 47 milliards de dollars en octobre 2025, contre 67 milliards de dollars la fin 2024 et de vives tensions budgétaires, voire sociales entre 2026/2027, devant avoir un taux de croissance de 7/8% sur plusieurs années pour absorber un flux additionnel annuel de demande d'emplois entre 350 000/400 000 qui s'ajoute aux taux de chômage actuel, car le seuil de rentabilité des grands projets structurants comme le fer de Gara Djebilet est de 7 ans minimum après sa mise en exploitation et pour les PMI/PME innovantes, entre 2/3 ans et sous réserve de la levée contraintes bureaucratiques.

4- Cette tendance des prix à la baisse du cours des hydrocarbures pourrait s'accroître en 2026 si les cours fluctuent entre 55/60 dollars le baril et le gaz 25/27 dollars le mégawatt heure car contrairement à certaines supputations, le blocus américain contre les exportations d'hydrocarbures du Venezuela a un impact très mitigé sur les cours mondiaux. C'est que le Venezuela possède le premier réservoir mondial de pétrole lourd 300 milliards de barils avant l'Arabie saoudite et 5500 milliards de mètres cubes de gaz naturel de réserves 10^e rang ainsi que d'importantes richesses naturelles en gaz naturel, minéraux (or, bauxite, fer, nickel, charbon) et un grand potentiel agricole et hydraulique montrant que la richesse d'une nation ne se mesure pas à ses ressources naturelles, mais à son mode de gouvernance, voyez le cas de la Suisse ou du Japon. Les différentes raisons donc de ce faible impact des sanctions contre le Venezuela restant la Chine dont les importations entre 500 000/500 000/jour représentent presque 50% de exportations vénézuéliennes, mais une importation margina-

le, par rapport à ses besoins ses plus grandes importations provenant du Moyen-Orient dont l'Iran et de la Russie, sur les cours sont une surproduction dont les prévisions annoncent une baisse des prix pour 2026 sont une croissance modérée de l'économie mondiale, 3,1% pour le FMI et 2,9% pour l'OCDE, une faible croissance de la Chine entre 4,5 et 4,9, l'accroissement de la production au Moyen-Orient, espace détenant les plus grandes réserves mondiales, l'OPEP ne représentant que 33% de la production mondiale, la Russie membre de l'OPEP+ avec l'Arabie saoudite étant plus grand producteur ayant besoin de financement devrait accroître sa production, s'il y a entente pour la résolution du conflit avec l'Ukraine qui approvisionnait l'Europe entre 45/50% surtout l'Allemagne et l'Italie dont les canalisations sont en sous-utilisation. N'oublions également le poids, outre ses importantes potentialités en énergies renouvelables dont le solaire l'hydrogène, pour le hydrocarbures traditionnels pour le pétrole, nous avons de nombreux producteurs qui sont la Libye, le Nigeria, l'Algérie, l'Angola, et l'Egypte concentrant 87% des réserves du continent avec la Libye en tête 39%, suivi du Nigeria 30%, et de l'Algérie, (pays gazier et non pétrolier) entre 11/12 milliards de barils de réserves, le Soudan du Sud, la République du Congo, l'Ouganda et le Gabon. L'Afrique recèle également d'importantes ressources en gaz naturel traditionnel ou nous avons le Nigeria, le Mozambique, l'Algérie, l'Egypte et la Libye, avec des volumes considérables se chiffrant en billions de mètres cubes, le Nigéria et le Mozambique en tête avec plus de 5000 milliards de mètres cubes gazeux. L'Afrique a connu de nouvelles découvertes d'hydrocarbures significatives en 2024-2025, notamment en Namibie (Mopane, Total Energies) avec des milliards de barils potentiels, en Côte d'Ivoire (Calao, Eni) et a vu émerger de nouveaux producteurs d'hydrocarbures, principalement le Sénégal et la Mauritanie qui transforment le paysage énergétique, avec des projets majeurs et une forte poussée de nouveaux entrants comme la Tanzanie et l'Afrique du Sud pour le gaz. Tous ces facteurs expliquent que la récente décision américaine contre le Venezuela a eu un impact très mitigé sur le cours tant du gaz que du pétrole. En conclusion, de profondes réformes structurelles s'imposent pour résister à la fois aux nouvelles mutations géostratégiques et aux aléas de la conjoncture internationales dont la baisse du cours des hydrocarbures passant par la réforme des institutions, du système socio-éducatif, du foncier et du système financier dans sa globalité – banques, fiscalité, domaines, douanes et ce, afin d'améliorer la gouvernance et dynamiser le tissu productif, seule condition pour assurer la cohésion.

A. M.

Algérie Poste lance un plan ambitieux de modernisation Investissements et mutations pour soutenir le paiement électronique

L'entreprise Algérie Poste s'apprête à connaître de profondes transformations dans le cadre d'un «plan ambitieux» visant à moderniser ses services et à renforcer son rôle dans l'économie numérique, a annoncé, hier à Sétif, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki.

Intervenant à l'ouverture de la conférence nationale de renouvellement du syndicat national d'Algérie Poste, organisée en présence de la directrice générale de l'entreprise, Chiraz Bechiri, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et du responsable de la Fédération nationale de la poste et des télécommunications, Mohamed Bourouba, le ministre a précisé que cette transformation portera, notamment sur l'amélioration de la qualité des services, leur modernisation et la généralisation du paiement électronique. Le plan annonce également la diversification des moyens de paiement et le soutien au commerce électronique, a affirmé Sid Ali Zerrouki, soulignant que cette mutation repose sur la ressource humaine, considérée comme «pierre angulaire» du processus. Il a insisté sur la nécessité de créer un environnement de travail motivant, à la hauteur des compétences nécessaires à la modernisation des services postaux et à l'amélioration constante de leur qualité. S'inscrivant dans cet objectif, plusieurs mesures concrètes ont été lancées, notamment l'octroi d'augmentations salariales, la valorisation de primes, la reclassification progressive des bureaux de poste, ainsi que le renforcement des effectifs, en particulier dans les bureaux de catégorie 4 qui ne comptent

actuellement qu'un seul agent. À cela s'ajoute un dispositif expérimental permettant aux travailleurs de bénéficier de deux jours de repos hebdomadaires tout en assurant la continuité de service six jours sur sept. Le ministre a également annoncé la poursuite du processus de recrutement engagé pour soutenir le réseau postal, ainsi que le renforcement du parc de guichets automatiques de banque (GAB). Six cents appareils ont été installés durant le premier trimestre de l'année en cours, et trois cents autres seront mis en service «dans les prochains jours», a-t-il précisé. La directrice générale d'Algérie Poste, Chiraz Bechiri, a qualifié cette conférence de «moment fort reflétant la maturité de la pratique syndicale» au sein de l'entreprise, soulignant la conscience professionnelle et le sens des responsabilités des travailleurs. Le secrétaire général de l'UGTA a, pour sa part, salué les efforts des employés pour améliorer les performances d'Algérie Poste, appelant à renforcer les passerelles du dialogue social et à instaurer un climat de confiance durable. À l'issue de cette rencontre, Sid Ali Zerrouki se rendra dans la wilaya de Skikda dans le cadre d'une visite de travail destinée à inspecter plusieurs structures relevant du secteur postal et des télécommunications.

Selma Dey



Hydrocarbures ALNAFT lance une plateforme digitale pour orienter les investissements avant l'appel d'offres 2026

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a annoncé, samedi à Alger, le lancement officiel d'une plateforme numérique destinée à identifier les besoins des compagnies pétrolières souhaitant investir en Algérie, en préparation de l'appel d'offres international «Algeria Bid Round 2026». Baptisée «Processus de nomination» (Nomination Process), cette plateforme permet aux opérateurs intéressés de sélectionner entre six et huit périmètres d'exploration, parmi une liste établie par l'Agence comprenant 24 périmètres répartis à travers plusieurs régions du pays. L'annonce a été faite par le président d'ALNAFT, Samir Bekhti, lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une journée d'information organisée au profit des journalistes, consacrée au rôle et aux missions de l'Agence. Cette démarche vise à identifier les intérêts des investisseurs en amont, dans une optique de prospection structurée et pour une meilleure préparation du prochain

appel d'offres, que l'Agence prévoit de lancer au premier semestre 2026. Accessible via le site officiel de l'Agence, la plateforme constitue, selon M. Bekhti «un signal fort adressé aux investisseurs», témoignant de l'engagement de l'Algérie à avancer, selon une méthodologie claire, avec un haut niveau de transparence et de visibilité, dans un cadre juridique stable garanti par la loi sur les hydrocarbures. Elle confirme la volonté d'ALNAFT, en tant qu'institution moderne et proactive, de garantir une valorisation durable des ressources nationales. L'opération se poursuivra jusqu'à fin janvier 2026, avant que l'Agence ne procède à l'évaluation des candidatures afin de déterminer les périmètres d'exploration retenus pour le prochain appel d'offres. Une étape qualifiée de «phase charnière dans le processus de promotion de l'investissement dans le secteur amont en Algérie» et de «station importante dans la consolidation de la confiance et de la transparence». Ces efforts s'inscrivent dans la pers-

pective de renforcer les capacités de production du pays, à l'heure où la demande mondiale en gaz devrait atteindre 5300 milliards de m³ par an, selon les données du forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Dans ce cadre, M. Bekhti a mis en avant le potentiel en hydrocarbures non conventionnels, indiquant que les études estiment à plus de 700 milliards de pieds cubes (soit environ 19 800 milliards de m³) les ressources récupérables en gaz non conventionnel. Il a souligné que l'intérêt porte désormais sur les modalités d'exploitation de ces ressources dans le respect strict des obligations légales et environnementales. La journée d'information organisée par ALNAFT a permis de rappeler le rôle de l'Agence en tant qu'organe de régulation et d'encadrement du secteur des hydrocarbures, ainsi que le cadre institutionnel et l'évolution juridique du secteur, notamment en matière d'études et de contrats.

Amel Driss

Développement local L'AAPI mobilise l'investissement productif et remet des contrats fonciers aux porteurs de projets

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement et la wilaya d'Illizi ont organisé, hier, au siège de la wilaya, une journée d'information consacrée à la réalité et aux perspectives de l'investissement dans cette wilaya du Sud. L'événement a été ouvert par le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, Omar Rekkache, et le wali d'Illizi, Ahsène Khaldi, en présence des autorités locales, d'investisseurs et d'opérateurs économiques. Dans son allocution d'ouverture, Omar Rekkache a souligné l'importance de cette initiative qui traduit la volonté des autorités locales de créer un climat favorable à l'accueil des investissements, d'accélérer le développement économique local et d'instaurer un espace d'échange direct avec les investisseurs afin de garantir les conditions nécessaires à la mise en œuvre effective des projets. Le directeur général a rappelé les étapes décisives franchies par l'ALNAFT dans la construction d'une économie forte, productive et diversifiée, grâce aux réformes profondes engagées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment en

matière d'amélioration du climat de l'investissement, d'égal accès des wilayas aux programmes de développement et d'orientation des capitaux vers des projets à fort impact économique et social, en particulier dans les régions nécessitant un effort supplémentaire. Il a précisé que ces réformes seront consolidées par l'entrée en vigueur prochaine de nouveaux textes réglementaires conférant au guichet unique élargi des prérogatives accrues, permettant aux porteurs de projets d'obtenir en un seul lieu et dans les délais requis les autorisations nécessaires au lancement de leurs projets. Cette évolution vise à simplifier les procédures, garantir une meilleure réactivité et créer un environnement propice à la concrétisation rapide des investissements. Rekkache a réaffirmé l'engagement de l'Agence, en coordination avec les autorités locales, à accompagner les investisseurs en facilitant l'accès au foncier économique, en accélérant l'étude des dossiers, en soutenant les projets à valeur ajoutée et en orientant l'investissement vers les priorités et spécificités de la wilaya d'Illizi. Il a indiqué que la wilaya dispose d'opportunités d'in-

vestissement prometteuses, illustrées par le nombre de projets enregistrés au niveau du guichet unique décentralisé, et identifié comme principal défi la transformation de ces intentions en projets productifs générateurs de richesse et d'emplois. Dans le même sens, il a renouvelé l'engagement de l'État à soutenir l'investissement sérieux permettant de bâtir un tissu économique local durable, de dynamiser l'économie régionale, de créer des emplois directs et permanents et de générer un impact économique et social tangible au bénéfice de la wilaya d'Illizi. Le directeur général a appelé les investisseurs et acteurs économiques à saisir les opportunités disponibles et à contribuer à la dynamique d'investissement en cours. Il a également écouté les préoccupations, questionnements et attentes des porteurs de projets, auxquels il a apporté des éclaircissements sur les différentes étapes du processus d'investissement et les dispositifs d'accompagnement. Cette journée d'information s'inscrit dans la dynamique nationale visant à promouvoir l'investissement local et à réaliser un développement équilibré et durable à travers

les différentes wilayas du pays. Dans le cadre de cette rencontre, le directeur général de l'Agence, accompagné du wali d'Illizi et des autorités locales, a supervisé la remise de contrats d'octroi de foncier économique destinés à la concrétisation de projets d'investissement dans la wilaya. Ces contrats concernent la société SARL ACOSCO pour la création d'une usine de production de modules de construction préfabriquée en béton et de préparation de béton prêt à l'emploi, avec une capacité de production de 1800 m² par jour et la création de 24 emplois ; la société SARL TIMIMT SERVICES pour la création d'une usine de production de composants de construction préfabriquée en béton et de préparation de béton prêt à l'emploi, avec une capacité de 3000 m² par jour et la création de 58 emplois ; l'entreprise JIRAM pour la réalisation d'un hôtel de grande capacité d'accueil, générant 40 emplois ; ainsi que la société Zergat Belkheir pour la création d'un centre de contrôle technique des véhicules, avec la création de 30 emplois.

Abdallah M.

Travaux publics Djellaoui renforce le suivi des projets structurants et fixe l'échéance 2026



Dans le cadre des rencontres périodiques avec les cadres du secteur, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, hier, au siège du département ministériel, la séance hebdomadaire ordinaire consacrée au suivi de la situation du secteur et à l'évaluation de l'état d'avancement des projets d'infrastructures de base en cours. La réunion a également porté sur le suivi des travaux menés par les commissions d'inspection dépêchées vers plusieurs projets à travers le territoire national, en présence des cadres centraux du ministère ainsi que des responsables et représentants des organismes sous tutelle. Au cours de cette réunion, des exposés détaillés ont été présentés sur l'avancement des travaux dans les grands projets relevant du secteur, notamment ceux visant le développement, l'entretien et la modernisation du réseau routier dans les wilayas d'Alger, Djelfa, Batna, Tissemsilt, Bordj, Badji-Mokhtar, Timimoun et In Guezam. L'entretien du réseau autoroutier a également été abordé, en particulier le traitement des points noirs sur l'autoroute Est-Ouest et la deuxième rocade sud de la capitale, ainsi que les projets autoroutiers en cours, les infrastructures aéroportuaires, notamment dans le Sud, le programme ferroviaire

et de transport guidé, ainsi que les programmes de formation. Le ministre a donné une série d'instructions, insistant sur l'obligation d'assurer un suivi rigoureux de l'ensemble des projets du secteur par l'intensification des sorties sur le terrain de la part des cadres centraux, la mise en place de mesures opérationnelles pour accélérer la cadence de réalisation et le renforcement de la coordination permanente avec les entreprises de travaux. Il a souligné la nécessité d'accompagner ces entreprises dans la résolution des obstacles rencontrés sur le terrain, afin d'accroître la cadence des travaux, de respecter les délais de réalisation et de garantir l'application des normes techniques et de qualité requises. Abdelkader Djellaoui a également appelé à renforcer la coordination avec les différents secteurs concernés pour assurer la mise en service, dans les délais fixés, des projets stratégiques en cours, tout en lançant les projets programmés pour l'année 2026 dans l'ensemble des wilayas du pays. Il a insisté sur l'importance d'un suivi régulier et en temps réel via la plateforme numérique du secteur, considérée comme un outil clé pour garantir la transparence, la réactivité et l'efficacité dans la gestion des projets.

Amine Chabouni

Batna

1^{res} Journées médicales et chirurgicales en oto-rhino-laryngologie à l'hôpital d'Arris-1

Le coup d'envoi des premières Journées médicales et chirurgicales en oto-rhino-laryngologie (ORL) a été donné, hier, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mostefa-Ben Boulaïd (Arris-1), dans la wilaya de Batna.

Cette manifestation d'une semaine, supervisée par une équipe médicale spécialisée, s'inscrit dans le cadre d'un jumelage avec l'EPH Haouès-Salah de Batna, a indiqué le directeur de l'hôpital d'Arris, Karim Anane. Pas moins de 100 interventions chirurgicales sont prévues dans le cadre de ces 1^{res} journées, selon le même responsable, qui a ajouté qu'entre le 13 et le 15 décembre, 335 consultations médicales en ORL ont été préalablement effectuées au profit d'habitants de la région d'Arris et de ses environs. M. Anane a souligné que durant cette même période, une journée d'étude et de formation, encadrée par un spécialiste du domaine, a été organisée au bénéfice des praticiens exerçant dans les établissements de santé de cette région de la wilaya. Pour rappel, l'EPH Mostefa-Ben Boulaïd d'Arris a été récemment renforcé par l'ouverture de deux nouvelles salles d'opération dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'extension du service de chirurgie, qui compte, désormais, 4 salles dédiées aux interventions chirurgicales, dotées de nouveaux équipements médicaux.



Khenchela Lancement prochain de la réalisation de 4 établissements scolaires

Les travaux de réalisation de quatre établissements scolaires seront lancés «au cours du premier trimestre 2026» dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès du directeur des Équipements publics, Abdelouahab Boudib. Il s'agit de trois écoles primaires prévues au chef-lieu de wilaya et dans les communes d'El Hamma et d'Ouled Rechache et d'un collège d'enseignement moyen (CEM) au chef-lieu de wilaya, a précisé le même responsable qui a indiqué que la direction des Équipements publics œuvre actuellement à parachever les procédures administratives avant le coup d'envoi des travaux de ces projets. L'installation des chantiers de réalisation de ces équipements et le lancement des travaux dont les délais n'excéderont pas les 10 mois aura lieu «au cours du premier trimestre 2026», selon la même source. Une enveloppe financière de plus de 500 millions de DA a été octroyée par les autorités locales à la réalisation de ces projets, a-t-il souligné. Au cours du mois de décembre courant, il a été procédé au lancement des travaux de réalisation de quatre CEM dans les communes de Khenchela, de Bouhmama et de R'mila et un CEM dans la commune d'El Hamma.

Sétif

L'importance de la coordination des efforts et du développement de la communication entre les acteurs de la société civile

Les participants au premier séminaire national «Pour une société civile agissante», clôturé samedi à Sétif, ont porté l'accent sur l'importance de la coordination des efforts et du développement de la communication entre les acteurs de la société civile. Mounir Anane, président du bureau de wilaya du Forum algérien pour la promotion de la famille et de la société et la préservation du patrimoine culturel à Sétif, initiateur de la rencontre, a souligné dans sa lecture des recommandations «l'importance de la coordination des efforts et du développement de la communication entre les associations actives pour parvenir à une société civile agissante

et utile». Le même représentant associatif a relevé «l'importance de l'intensification et de la coordination pour intensifier le rôle des zaouïas, des mosquées et de la famille ainsi que la consolidation du rôle de la femme dans la solidarité sociale et des institutions impliquées dans l'enseignement et la socialisation pour affronter les complots ourdis contre le pays». La rencontre de trois jours a abordé dans des ateliers et tables rondes, animés par des universitaires et cheikhs de zaouïas, cinq axes : «Le rôle des zaouïas dans la préservation de l'identité nationale», «le rôle de la femme comme partenaire au développement», «la consoli-

tion du développement intellectuel», «la promotion du tourisme religieux» et «le suivi par la société civile et des zaouïas du rythme des défis actuels». Le séminaire, qui a connu la participation de quelque 200 acteurs associatifs, s'inscrit dans le cadre des rencontres de sensibilisation organisées par le Forum algérien pour la promotion de la famille et de la société et la préservation du patrimoine culturel à Sétif autour des différentes questions intéressant le citoyen, en vue de consolider les efforts de l'Etat, engagés dans les divers domaines à travers le territoire national.

Boubaker G.

Avec 661 814 quintaux d'orge collectés

La wilaya d'Oum El Bouaghi, leader incontesté au niveau national dans sa production



Oum El Bouaghi, wilaya pilote dans la production d'orge, enregistre une récolte record grâce aux précipitations, au soutien de l'Etat et aux infrastructures. La production d'orge réalisée à Oum El Bouaghi au titre de la saison agricole 2024-2025, soit 1,086 million de quintaux, place cette wilaya en tête au niveau national en matière de production et de collecte de cette céréale. Cette production record est le fruit des importantes précipitations enregistrées cette année, mais également de la disponibilité des semences et des engrais en quantités suffisantes et de l'alignement sur la stratégie de l'Etat visant à développer les productions agricoles, notamment en matière de cultures stratégiques, en soutenant les agriculteurs pour l'acquisition

de matériels agricoles et la réalisation de forages pour accroître les superficies irriguées, a indiqué le directeur des Services agricoles (DSA), Chaâbane Chenna. Le même responsable a ajouté que les efforts déployés par la DSA, la Chambre de l'agriculture et la Coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS) consistant à sensibiliser les agriculteurs à la nécessité d'augmenter la production tout en facilitant la collecte de leurs productions dans les points de stockage, multipliés à cet effet, et en accélérant le paiement de leurs créances via les différentes banques et agences affiliées, ont contribué à une augmentation notable des quantités produites.

A.Yahi

Aquaculture à Constantine

Des projets ambitieux d'élevage du poisson tilapia

Encouragée et soutenue par l'Etat ces dernières années, à travers des primes incitatives pour augmenter la production, l'activité d'élevage du poisson tilapia grâce à l'aquaculture intégrée à l'agriculture connaît un essor considérable en Algérie. Les résultats encourageants enregistrés à travers les expériences menées il y a quelques années, ne cessent d'inciter les agriculteurs à s'y investir surtout que cette activité est très rentable à plus d'un titre, permettant également d'assurer une source de protéines pas très chère pour les consommateurs, mais aussi qui atteint un poids commercial appréciable en quelques mois seulement. Ce qui donne la possibilité aux pouvoirs publics de répondre à une demande croissante en poisson et assurer la sécurité alimentaire. Pratiquée dans plusieurs wilayas du pays, même dans le sud où la consommation du tilapia se popularise, l'aquaculture intégrée à l'agriculture commence à intéresser de nombreux porteurs de projets dans la wilaya de Constantine. Dans cette perspective, un atelier de formation sur les techniques d'élevage du poisson tilapia a été organisé la semaine dernière à Constantine au profit d'une quarantaine de porteurs de projets et agriculteurs désireux d'investir dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture, à l'initiative de la Chambre de

l'agriculture de la wilaya de Constantine, avec le concours de la direction de la Pêche et de l'Aquaculture de Skikda couvrant l'antenne locale de Constantine. Une formation qui s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche portant promotion des productions halieutiques et encouragement des investissements en aquaculture. Organisé au siège de la Chambre, cet atelier technique était destiné à développer les connaissances en matière d'aquaculture en milieu agricole au profit des participants dont des étudiants en fin de cycle, des représentants d'associations professionnelles et des agriculteurs ayant des bassins d'irrigation de plus de 1000 m³ situés dans les communes d'Aïn Abid, Hamma-Bouziiane, El Khroub, Aïn Smara et Zighoud-Youcef. Les participants ont reçu des détails et des explications sur les aspects techniques de l'élevage du poisson tilapia, et comment identifier les différentes espèces. Des informations leur ont été données sur les incitations et les facilitations financières, techniques, fiscales et parafiscales accordées par l'Etat pour encourager l'investissement en aquaculture, ainsi que les méthodes de commercialisation du poisson tilapia, les équipements, les aliments et alevins en aquaculture. Ce



qui dénote de l'importance donnée à cette activité qui demeure une priorité dans la stratégie tracée par les pouvoirs publics pour diversifier les revenus agricoles et assurer la sécurité alimentaire, tout en sachant que l'aquaculture intégrée à l'agriculture est un moyen efficace pour optimiser l'usage des ressources en eau en utilisant la matière organique pour irriguer les cultures. Ce qui contribuera au développement de l'économie nationale. Notons

que cette formation a également profité à des étudiants en sciences vétérinaires, tout en réunissant des cadres de la chambre de l'agriculture et de l'inspection vétérinaire de Constantine, de la chambre de la pêche et de l'aquaculture de Skikda, et des producteurs d'alevins et d'intrants de Biskra et d'Ouled Djellal, considérées comme des wilayas pilotes pour le développement de l'aquaculture en Algérie.

Saïda

Campagne de sensibilisation pour la prévention des accidents de la route en période d'intempéries

Le groupement territorial de la gendarmerie de Saïda a lancé, samedi, une campagne de sensibilisation visant à prévenir les accidents de la circulation durant les périodes d'intempéries, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts déployés par les services de la Gendarmerie nationale en matière de prévention des accidents de la route, notamment en période d'intempéries, selon la même source. Elle a pour objectif de sensibiliser les conducteurs aux risques d'accidents liés aux conditions météorologiques défavorables, en les appelant à faire preuve de vigilance, de prudence et à respecter les règles de la conduite routière. Cette opération, organisée jusqu'au 10 janvier prochain sous le slogan : «Le respect du Code de la route pour la sécurité de tous», concerne plusieurs points de la wilaya, notamment le barrage fixe de la zone

d'Aïn Teghat (commune d'Ouled Khaled) sur la route nationale N°6 reliant les wilayas de Saïda et de Mascara, qui connaît un trafic routier intense, notamment durant les vacances scolaires d'hiver. Elle touche également le rond-point de la commune d'Aïn El Hadjar, la sortie de la commune de Sidi Boubekeur ainsi que la région de Hassi El Abd (commune de Youb). Dans ce cadre, les éléments de la Gendarmerie nationale produisent des conseils préventifs aux conducteurs et procèdent à la distribution de dépliants portant sur le respect du Code de la route, tout en mettant en exergue l'importance du contrôle périodique des véhicules, entre autres.



Oran

Plus de 25 campagnes de sensibilisation aux risques liés au gaz depuis la fin octobre



Les services de la Protection civile d'Oran ont organisé depuis la fin octobre plus de 25 campagnes de sensibilisation dans le cadre de la campagne nationale de prévention des dangers liés au gaz pendant la saison hivernale, sous le slogan : «Un hiver sans accidents pour un confort en toute sécurité», a-t-on appris auprès de ces services. Ces campagnes de sensibilisation ont visé les élèves d'établissements scolaires, les étudiants, les stagiaires des centres de formation professionnelle en plus des mosquées, afin de sensibiliser le plus grand nombre de citoyens aux différents dangers de gaz à cette période de l'année, notamment le risque d'asphyxie par le gaz, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la Protection civile d'Oran, le commandant Bellala Abdelkader. Il s'agit d'un programme diversifié visant à établir une

culture préventive parmi les différentes franges de la société concernant ces dangers, en particulier ceux liés aux asphyxies, tout en renforçant la capacité des citoyens en matière de sécurité et de protection pour réduire les risques de dommages. Des journées «Portes ouvertes» et des caravanes de sensibilisation sont également organisées au niveau des différents pôles urbains pour sensibiliser les citoyens sur l'importance de contrôler leurs appareils de chauffage ainsi que les réseaux de gaz. Les services de la Protection civile d'Oran ont enregistré depuis le début de l'année en cours, treize interventions pour des accidents liés au risque de gaz (fuites de gaz d'un chauffe-eau, chauffage ou explosion de bouteille de gaz), au cours desquelles plus de trente personnes ont été secourues.

K. Lehouari

Mostaganem

Le vol de câble indispose la Sonelgaz

Sonelgaz tire la sonnette d'alarme. Durant le seul mois de novembre, pas moins de 11 cas de vol ont été enregistrés sur son réseau électrique, révélant une situation préoccupante qui menace directement la stabilité de l'alimentation en énergie et la sécurité des citoyens. Selon les chiffres communiqués, la consistance totale volée atteint 5260 mètres de câbles électriques pour un préjudice financier estimé à 2.721.804 dinars. Un chiffre lourd de conséquences pour l'entreprise publique, mais surtout pour les usagers qui subissent les coupures, les perturbations et les risques liés à ces actes de sabotage. Les com-

munes de Bouguirat, Sidi Ali, Safsaf, Tazgait, Aïn Tadjès et Oued El Kheir figurent parmi les zones les plus touchées. Dans ces localités, les habitants dénoncent des interruptions répétées de l'électricité, parfois en pleine nuit, mettant en danger les équipements domestiques, les activités économiques et même la sécurité publique. Au-delà des pertes financières, ces vols entraînent des retards dans les programmes de maintenance, mobilisent des équipes techniques en urgence et détournent des ressources destinées à l'amélioration du service. Chaque mètre de câble volé représente un recul dans les efforts de développement

et de modernisation du réseau national. Sonelgaz appelle à une prise de conscience collective et à un renforcement de la vigilance. L'entreprise insiste sur la nécessité d'une coopération étroite entre citoyens, autorités locales et services de sécurité afin d'identifier les auteurs de ces actes et de mettre un terme à un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Le vol d'infrastructures énergétiques n'est pas un simple délit : c'est une atteinte directe à l'intérêt général. Face à cette situation alarmante, une question demeure : jusqu'à quand le réseau électrique national continuera-t-il à payer le prix de l'impunité ?

Relizane

Vaste opération de libération des rues et des trottoirs

Les éléments du service technique des collectivités locales accompagnés par la brigade de l'urbanisme près la sûreté de wilaya mènent, depuis le début de cette semaine, une vaste opération de libération des rues et des trottoirs, longtemps squattés par les revendeurs informels. «Nous sommes décidés de rétablir l'ordre public par le dégagement de tout ce qui peut gêner l'habitant dans ses déplacements ou l'exposer aux éventuels dangers et aussi faciliter la circulation par l'atténuation de la congestion, notamment au centre de la ville», a affirmé le P/APC, Satal Benouda en précisant : «Nous avons, jusque-là, réussi la libération de quelques espaces entre autres les périmètres du marché couvert et de l'abattoir en plus des rues et boulevards de Zaghloul, Fateh-Abdelkader, Fortassa». «Cette opération de démolitions et d'éradication est venue quelques semaines après la campagne de sensibilisation lancée en direction de ces commerçants illégaux où nous les avons incités de se rapprocher de nos services pour profiter des facilitations qui leur sont accordées pour s'inscrire dans le cadre légal de l'activité

commerciale», a ajouté le maire en affirmant : «Sur les 300 recensés seulement 35 se sont manifestés». Cette campagne, qui semble durer dans le temps, a aussi touché les extensions, les marquises et les auvents des cafétérias et des commerces. «Les démolitions toucheront tous les espaces squattés par des constructions illégales (extensions)», a tonné le maire. A cette fermeté, le P/APC ne cache pas sa volonté d'accompagner et d'aider les revendeurs intéressés à s'inscrire dans le processus légal. «Nous sommes toujours à l'écoute de cette frange de la société, nous leur facilitons les procédures d'accès au circuit légal et nous mettons à leur disposition des espaces adaptés» a-t-il conclu. Si ces libérations ont été favorablement accueillies par les piétons et les usagers de la rue, elles ont tout de même plongé les habitués de ces espaces dans une profonde stupeur. «Cette activité, aussi modeste soit-elle, me permettait de nourrir ma famille, maintenant que je ne chasse plus, je ne sais plus à quel saint me vouer pour assurer la baguette à mes enfants» a soufflé Benouda, la cinquantaine.

Aïn Témouchent

Des communes bientôt dotées de stations-services mobiles

Le secteur de l'énergie et des mines de la wilaya d'Aïn Témouchent œuvre au renforcement de plusieurs communes de la wilaya par des stations-service mobiles de carburant, a indiqué, jeudi, la directrice locale du secteur, Thouria Abbou. La même responsable a indiqué, lors des travaux de la réunion de l'exécutif de wilaya, que des démarches sont en cours pour doter les communes de Sidi Boumediene, Ouled Boudjemâa, Hassasna, M'saïd et Aghlal de stations-services mobiles de carburant, en raison de l'absence de ce type d'infrastructures dans ces collectivités. Le secteur compte actuellement 45 stations-services exploitées, réparties à travers 23 communes de la wilaya, selon les explications fournies par la directrice de l'Énergie et des Mines. Présidant la même réunion, le wali Mabrouk Ouled Abdennebi a donné des instructions afin de procéder au choix de terrains appropriés pour l'implantation de ces stations-services mobiles de carburant, en coordination entre le secteur de l'énergie et des mines et les présidents des Assemblées populaires communales concernées.

Du 21 au 25 décembre Les caravanes médicales itinérantes de la Protection civile couvriront 21 wilayas du Sud algérien

Vaste comme un continent, l'Algérie a engagé, ces dernières années, d'importants efforts pour désenclaver ses régions les plus reculées et rapprocher leurs populations des grands centres urbains. Routes, écoles, énergie, sécurité et santé, autant de leviers actionnés pour améliorer le quotidien des habitants des zones éloignées et souvent isolées.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'initiative des caravanes médicales itinérantes. Pour cette année, la Protection civile ne déroge pas à la règle et organise, du 21 au 25 décembre 2025, les caravanes médicales itinérantes couvriront 21 wilayas, à savoir : Adrar, Ouled Djellal, Béchar, Djelfa, Ouargla, Illizi, Naâma, Timimoun, El Meghaïer, El Oued, Ghardaïa, In Salah, Beni Abbès, Touggourt, El Menéa, Djanet, Laghouat, Tamanrasset, Bordj Badji-Mokhtar, El Bayadh et In Guezam. Lancée en 2010 par la Direction générale de la Protection civile, cette initiative est menée en collaboration avec les autorités locales, ces campagnes de visites médicales ciblent principalement les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, au bénéfice des populations vivant dans des zones éparées. L'objectif est clair, rompre l'isolement sanitaire de ces habitants, notamment dans les localités dépourvues de structures de santé de proximité et confrontées à des difficultés de transport pour accéder aux centres urbains et aux médecins spécialistes. Ces actions s'inscrivent également dans le prolongement du programme «Un secouriste par famille», initié par la Direction générale de la Protection civile depuis 2010. À travers des formations aux gestes de premiers secours destinées au grand public, ce programme a permis, à ce jour, la formation de près de 190 000 secouristes volontaires, contribuant ainsi à renforcer la culture de la prévention et de la solidarité.

Soins de proximité grâce aux caravanes médicales

Chaque année, selon un calendrier établi, des caravanes composées de médecins officiers de la Protection civile, épaulés par des aides-soignants et des secouristes, sillonnent plusieurs wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. En coordination avec

les autorités locales, ces équipes se rendent dans des territoires préalablement définis afin d'y prodiguer des soins médicaux aux populations. Au-delà des consultations, les équipes assurent également la remise gratuite de médicaments, l'orientation des patients vers des consultations spécialisées et mènent des actions de sensibilisation aux risques sanitaires. Celles-ci portent, notamment sur les intoxications au monoxyde de car-

bone, les accidents domestiques, les maladies à transmission hydrique, la rage, le tétanos et autres risques pour la santé publique. Ces missions mobilisent des médecins-officiers spécialisés en médecine d'urgence, des personnels paramédicaux, des agents secouristes, ainsi que, selon les besoins, des médecins de la santé publique et des professionnels relevant des directions de l'Action sociale.



Adrar

Une production de près de 380 000 quintaux de maïs en grains attendue cette saison



Une production prévisionnelle de près de 380 000 quintaux (qx) de maïs en grains est attendue dans la wilaya d'Adrar au titre de la campagne moisson-battage lancée dernièrement pour la saison agricole 2025/2026, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Donnant le coup d'envoi de cette campagne au niveau du périmètre «Hamadet Erraya», commune de

S'bâa, nord d'Adrar, le wali d'Adrar, Fodil Dhoui, a rendu hommage aux efforts d'accompagnement des pouvoirs publics pour encourager l'extension des surfaces emblavées, l'amélioration du rendement en vue d'atteindre l'autosuffisance nationale en maïs en grains, état de fait a incité les céréaliculteurs d'opter pour le développement de ce segment culturel

d'une saison à une autre. Dans l'optique d'assurer la réussite de cette récolte prévisionnelle attendue sur une surface ensemencée de plus de 6380 ha, il est fait état de la mobilisation, par la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Adrar et l'Office national d'aliments de bétail (ONAB) de Bougtob (El Bayadh), de tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont des moissonneuses-batteuses, des camions de transports. L'ONAB et ses sept unités s'emploient, avec le concours de la CCLS, à assurer l'ensilage du produit, en plus de la mobilisation de seize machines de séchage du produit, a indiqué le chargé de la récolte du maïs en grains, Athmane Belaïd. Par souci d'améliorer les conditions d'entreposage, l'on relève la réalisation en cours d'un complexe d'une capacité de stockage de 130 000 tonnes, composée des silos totalisant une capacité de stockage de 90 000 tonnes, en plus de deux entrepôts d'une capacité de 20 000 tonnes chacun. La wilaya d'Adrar enregistre, dans le cadre de la valorisation et l'exploitation du maïs en grains, la concrétisation en cours d'une unité de transformation et de production d'aliments de bétail, d'une capacité de transformation de 109 qx/heure, au lieu de la transporter aux unités établies au nord du pays.

Kadiro Farih

El Menéa

Nouveaux équipements pour renforcer les prestations médicales

Le secteur de la santé de la wilaya d'El Menéa vient d'être renforcé de nouveaux équipements médicaux susceptibles de consolider les prestations médicales, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la Santé et de Population (DSP). Remis par les autorités locales, ces équipements ont porté sur la dotation de l'Établissement public hospitalier EPH-Colonel Mohamed-Chaabani de 22 appareils médicaux, consistant en deux tables de chirurgie générale, deux respirateurs d'anesthésie, autant d'autres d'anesthésie artificielle, d'un appareil d'échographie, un incubateur néonatal, un appareil pour laboratoire de traitement bactériologique, ainsi que dix réfrigérateurs mortuaires, a détaillé le DSP par intérim, Hamza Fathi. S'agissant de l'équipement de l'établissement public de santé de proximité, ce dernier vient de bénéficier de sept appareils médicaux, dont un appareil d'imagerie numérique, un appareil de panoramique dentaire, deux appareils d'analyses chimiques de laboratoire. Cette opération s'imbrique au titre des efforts fournis par l'état pour l'équipement des structures médicales de la wilaya en moyens et appareils nécessaires en vue d'une meilleure prise en charge médicale des patients.

M. H.

Béchar

Plantation d'arbustes sur le tracé de la ligne ferroviaire minière ouest

Une opération de plantation d'arbustes sur le tracé de la ligne ferroviaire minière ouest, Béchar-Beni Abbès-Tindouf-Gara Djebilet a été lancée, samedi à Béchar. Cette opération, supervisée par le wali de Béchar Ahmed Benyoucef sur un linéaire de 10 kilomètres, fait suite à l'appel du ministère de la Jeunesse, dans le cadre de l'accompagnement de ce mégaprojet ferroviaire par ce secteur, ainsi qu'au titre des actions de promotion des pratiques environnementales durables, a précisé le directeur local de la Jeunesse et des Sports Abdelhalim Hani. L'initiative qui a permis la plantation de plusieurs centaines d'arbustes, a enregistré la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ceux du secteur des forêts, d'adhérents aux Scouts musulmans d'Algérie (SMA), du Croissant-Rouge algérien (CRA) et de représentants de plusieurs associations ainsi que de nombreux citoyens, selon le même responsable. Ce programme de plantation couvre sept points stratégiques de cette ligne ferroviaire dont Béchar, les régions de Boulaadam et Taous

dans la wilaya de Beni Abbès, tandis qu'il concerne dans la wilaya de Tindouf, la zone du site du gisement de fer de Gara Djebilet, et les régions de Hassi Khebi et Oum El Assel, a-t-il ajouté. Cette initiative, qui coïncide avec la phase finale de la réalisation de cette ligne ferroviaire stratégique, a été concrétisée pour mettre en évidence l'importance qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce mégaprojet et dont il a souligné auparavant l'importance historique pour le développement socio-économique du sud-ouest et du pays en général, souligne, par ailleurs, un communiqué du ministère de la Jeunesse. L'opération qui devra se poursuivre, vise également à impliquer activement les jeunes volontaires dans la protection de l'environnement autour du même mégaprojet structurant, à travers des activités de plantation d'arbres, de lutte contre la désertification et d'amélioration du paysage, reflétant ainsi la prise de conscience des jeunes quant à leur rôle dans le soutien du développement national durable.



Béchar

Les activités du 1^{er} festival national universitaire du tourisme saharien se poursuivent

Les activités du 1^{er} festival national universitaire du tourisme saharien se sont poursuivies, dimanche, avec des manifestations alliant tourisme, culture et sciences, selon les organisateurs. Des excursions et des visites guidées sont organisées au profit des 200 étudiants participant à ce festival, issus de différentes universités du pays.

Ces derniers ont pu découvrir des sites touristiques emblématiques de la wilaya, tels que Taghit et Kenadsa, a précisé le directeur local des œuvres universitaires de Bechar, Touhami Diffallah. Des excursions et des visites touristiques guidées similaires vers d'autres sites touristiques et naturels de la wilaya figurent également au programme des activités de cet événement, a-t-il signalé. Des ateliers de formation artistique, dédiés, notamment à la réalisation cinématographique, aux arts plastiques et au théâtre, ont également été initiés à cette occasion, a-t-il souligné. Encadrés par des spécialistes, ces ateliers réunissent une centaine de participants, selon le même responsable, sachant que ces formations visent à renforcer les connaissances pratiques et théoriques des participants tout en mettant en valeur leurs talents. Parallèlement, un atelier spécifique est consacré à la formation d'une catégorie de participants à l'arbitrage de certaines disciplines sportives individuelles, pratiquées lors des compétitions sportives universitaires, et ce, sous la supervision d'experts, a-t-il ajouté. Ce festival est perçu comme une opportunité unique d'explorer la richesse touristique et le patrimoine culturel de la région, tout en offrant un aperçu direct et authentique de ses réalités, comme l'ont souligné plusieurs participants. Le programme de cette manifestation nationale, qui s'étalera jusqu'à mardi prochain, comprend également des expositions mettant en lumière les créations des participants dans divers domaines scientifiques, technologiques et culturels, organisées à l'Université Tahri-Mohamed de Béchar. Ces expositions visent à valoriser les activités des nombreux clubs scientifiques participants, issus des universités du pays, a indiqué M. Diffallah. En marge de ces activités, des soirées musicales animées par des groupes artistiques locaux sont organisées à l'intention des



participants. Ces spectacles se déroulent, notamment à la Maison de la culture Kadi-Mohamed de Béchar, ainsi que dans divers espaces universitaires, a-t-il précisé. Il convient de rappeler que ce festival s'inscrit dans le cadre du programme des activités culturelles, scientifiques et sportives de l'année uni-

versitaire 2025-2026, mis en œuvre par la Direction de la vie estudiantine du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, avec la contribution active de l'Office national des œuvres universitaires.

M. Taous

11^{es} Journées nationales de musique classique à Sétif Clôture en beauté de l'orchestre de l'Institut régional de formation musicale de Constantine



Un concert particulièrement apprécié du public, donné par les musiciens de l'annexe de Constantine de l'Institut régional de formation musicale, a clôturé, samedi soir, au théâtre communal Hassen-Belkired de Sétif, les 11^{es} Journées

nationales de musique classique. Au cours de la soirée de clôture, qui a attiré des familles et de nombreux jeunes gens, l'orchestre venu de la ville du Vieux Rocher a gratifié l'assistance d'un florilège de morceaux de musique représentant

différentes traditions algériennes, que le public a beaucoup acclamés. En marge de la cérémonie de clôture, le directeur de l'annexe constantinoise de l'Institut régional de formation musicale, Abbès Bouras, a salué, dans une initiative d'organiser ces journées qui constituent, selon lui, une «précieuse occasion de promouvoir la musique classique en Algérie et d'encourager sa diffusion parmi les jeunes». Il a également affirmé que ces Journées nationales ont constitué «un espace pour les enseignants et les étudiants qui ont pu présenter ce qu'ils ont acquis au sein de l'institut», ajoutant que ce type de manifestations «contribue à renforcer l'échange d'expériences et à mettre en valeur les compétences dans le domaine». De son côté, le commissaire des journées nationales de musique classique, et président de l'Association Art et Culture, initiatrice de cet événement, Mounir Boukhrissa, a souligné que cette édition, d'une durée de trois jours, est une «réussite en termes de talent et de diversité des groupes participants». Il convient de noter que cette manifestation artistique a donné lieu, depuis son inauguration jeudi dernier, à des prestations musicales de plusieurs formations artistiques et musiciens parmi lesquels Khalil Ouali et Djamil Akroum, de Sétif, le groupe «Mondostalgie» de Béjaïa et Chams Eddine Laïb d'Annaba, qui ont interprété, avec maîtrise, de nombreux morceaux et extraits musicaux.

Cinéma Ouverture des 24^{es} Journées du court métrage et de l'intelligence artificielle d'Annaba

Les 24^{es} journées du court métrage et de l'intelligence artificielle (IA) d'Annaba se sont ouvertes avant-hier à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf avec la participation de 23 œuvres représentant 16 wilayas. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, d'artistes, de réalisateurs, de critiques du cinéma et de cadres du secteur local de la culture. Dans son allocution à l'occasion, la directrice locale de la Culture et des Arts, Saliha Berkouk, a indiqué que cette nouvelle édition se focalise sur l'encouragement des cinéastes amateurs, l'utilisation des techniques de l'IA dans la production cinématographique, l'ouverture d'espaces de formation pour promouvoir la production cinématographique locale, et la préservation de l'identité culturelle nationale, ajoutant que l'organisation de cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de promotion du secteur audiovisuel. L'utilisation de l'intelligence artificielle est devenue «un élément fondamental» dans le développement de la production cinématographique, a affirmé la même cadre, relevant l'importance d'offrir aux jeunes l'occasion de découvrir les techniques modernes et d'apprendre des expériences de leurs prédécesseurs. Elle a également estimé que la ville d'Annaba est devenue une plateforme véritable pour le soutien des jeunes talents et l'échange entre spécialistes de sorte à relancer une industrie cinématographique nationale durable. Cette édition de trois jours verra la projection de 23 œuvres (14 utilisant l'IA) sélectionnées parmi 90 courts métrages candidats par une commission spécialisée dans la production et la mise en scène. La projection de ces œuvres débutait hier à la cinémathèque du centre-ville.

Semaine culturelle de Béjaïa à Guelma Une opportunité pour revisiter les liens historiques et spirituels entre les deux régions

La Semaine culturelle de la wilaya de Béjaïa à Guelma, clôturée samedi, a constitué une opportunité pour mettre en exergue les liens historiques et spirituels entre les deux régions. Les visiteurs de l'exposition sur le patrimoine culturel matériel et immatériel de la wilaya de Béjaïa, tenue à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafai se sont attardés longuement au pavillon consacré aux massacres barbares du colonialisme français le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata (Béjaïa) dont les habitants avaient fait preuve d'un haut sens de sacrifice pour la patrie. L'écrivain et chercheur en histoire, Ali Betache, membre de la délégation bougiote, a passé en revue à l'occasion les liens entre les deux régions à travers l'histoire de la zaouïa Rahmania des deux cheikhs Amara et Mohamed El

Hafnaoui Bediar au village Nador dans la commune de Beni Mezeline (Guelma) qui a été fondée en 1869 par le cheikh Amara Bediar, qui était disciple du cheikh Mohamed Ameziane Ben Ali plus connu par cheikh El Haddad (1789-1873) à la zaouïa Seddouk de la wilaya de Béjaïa avant de retourner à Guelma et bâtir sa zaouïa à Nador devenue un lieu de rayonnement de la science, de la spiritualité et d'amour de la patrie poussant l'administration coloniale à la fermer en 1958. De son côté, Azzedine Bouhemila, président de la délégation culturelle de Béjaïa, a indiqué à la clôture de la manifestation dont les activités ont été accueillies par les deux communes de Guelma et Heliopolis, a souligné que cette semaine organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts a

été animée par une délégation de 37 membres qui ont présenté la richesse du patrimoine culturel et l'histoire lointaine de la région de Béjaïa ainsi que sa biodiversité renfermée, notamment par le Parc national de Gouraya outre la variété de son art culinaire, son artisanat et sa musique puisée dans le patrimoine. Selon la même source, l'occasion a permis aux hôtes de Guelma de découvrir son patrimoine culturel et naturel par des visites vers le théâtre romain du chef-lieu de wilaya et la cascade naturel chaude de la région de Hammam Debagh. Les jeunes artistes membres de la délégation culturelle de Béjaïa ont animé la soirée de vendredi un concert musical à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafai au grand bonheur de l'assistance conquise par les chansons du terroir.

À 50 ans, vivre sans hypertension, tabac ni cholestérol offrirait 14 ans d'espérance de vie en plus

C'est la première fois qu'une étude internationale quantifie précisément combien d'années de vie l'on peut gagner en éliminant ces facteurs de risque cardiovasculaires.

Un projet colossal qui a collecté des données sur deux millions de personnes dans le monde sur plus de 30 ans. Sans hypertension, sans tabac, sans cholestérol, sans surpoids ou encore sans diabète, un adulte de 50 ans peut «gagner jusqu'à 14 ans d'espérance de vie», selon une étude publiée dans la revue médicale The New England Journal of Medicine. C'est la première fois qu'une étude internationale quantifie précisément combien d'années de vie l'on peut gagner en éliminant ces facteurs de risque cardiovasculaires. Ce projet colossal a débuté en 1991. Trois médecins, un Français, un Anglais et un Finlandais, ont suivi pendant plus de 30 ans deux millions de personnes réparties dans 39 pays sur six continents. Selon l'étude, quand les patients dépassent les 50 ans, la présence ou non des cinq facteurs de risque cardiovasculaires change tout. «Si on n'a pas les cinq facteurs de risque, on peut gagner 11,8 ans», explique Jean Ferrières, cardiologue au CHU de Toulouse. Ce gain est de «12 ans chez l'homme et 14,5 ans chez la femme, entre 50 et 90 ans», précise le cardiologue.

Mettre l'accent sur la prévention

L'étude révèle également que, même en ne traitant qu'un seul des cinq facteurs de risque, une personne peut gagner entre quatre et six ans d'espérance de vie, selon le facteur de risque et le sexe. «Si on pouvait dépister ces cinq facteurs de risque en amont, dépister un cholestérol au bout du doigt, dépister la glycémie, le sucre au bout du doigt, mesurer sa pression artérielle à domicile, on pourrait ne pas entrer dans la maladie et ne pas coûter si cher au système de santé. La probabilité «de



développer une maladie cardiovasculaire est de 13% chez les femmes et 21% chez les hommes sans facteur de risque, contre 24% et 38% chez les personnes cumulant les cinq facteurs», peut-on lire dans l'étude. La probabilité de décès «avant 90 ans passe de 53% à 88% chez les femmes et de

68% à 94% chez les hommes en présence des cinq facteurs» de risque. «Protéger son cœur est à la portée de tous. Arrêter de fumer, surveiller sa tension, son cholestérol, son poids et son diabète. Agir ne serait-ce que sur un seul de ces facteurs peut vous offrir plusieurs années de vie.

Voici les aliments pointés par une étude pour nuire au cerveau passé 50 ans



Après 50 ans, certains choix alimentaires peuvent accélérer le déclin cognitif et fragiliser le cerveau. Voici les aliments à proscrire dès aujourd'hui, selon les chercheurs. À la cinquantaine, il arrive de chercher ses mots en réunion, d'oublier un prénom familier ou de relire trois fois la même ligne avant de la retenir. Ces petits ratés font naître la crainte de voir la mémoire s'abîmer, voire de suivre la même trajectoire qu'un parent atteint de maladie d'Alzheimer. Et si une partie de cette histoire se jouait, discrètement, dans l'assiette depuis l'enfance ? Une étude publiée dans la revue Current Developments in Nutrition et rapportée par PsyPost montre qu'une meilleure qualité de l'alimentation sur plusieurs décennies est associée à une plus grande réserve cognitive à 53 ans. Autrement dit, chez les personnes d'âge mûr, celles qui ont mangé le plus sainement tendent à mieux résister aux effets du vieillissement cérébral.

Réserve cognitive et alimentation

La réserve cognitive désigne la capacité du cerveau à compenser les lésions liées à l'âge ou à une maladie, ce qui explique que certaines personnes présentent des signes biologiques d'Alzheimer sans troubles marqués de la mémoire. Elle dépend de nombreux paramètres de vie. «Il a été établi que la réserve cognitive est largement influencée par des facteurs comme la génétique, l'éducation, la profession et certains comportements liés au mode de vie comme l'activité physique et l'engagement social», explique Kelly Cara, autrice de l'étude et chercheuse postdoctorale à l'American Cancer Society. Jusqu'ici, le rôle précis de l'alimentation dans cette réserve restait flou. «Peu d'études ont examiné l'impact potentiel de l'alimentation sur la réserve cognitive, mais certains modes alimentaires spécifiques (c'est-à-dire l'ensemble des aliments et des boissons qu'une personne consomme), des aliments et des composants alimentaires ont été

associés à d'autres résultats cognitifs, y compris le fonctionnement exécutif et le déclin cognitif», détaille Kelly Cara. «Avec cette étude, nous voulions déterminer si certains modes alimentaires étaient associés à la réserve cognitive et dans quelle mesure la qualité de l'alimentation pouvait influencer la réserve cognitive».

Une alimentation associée à une plus grande réserve cognitive à 53 ans

Pour le vérifier, les chercheurs se sont appuyés sur la cohorte britannique de naissance de 1946, qui suit des milliers de personnes nées la même semaine en Grande-Bretagne. L'analyse porte ici sur 2 514 adultes dont l'alimentation a été évaluée à 4, 36, 43 et 53 ans, ce qui permet un portrait cumulé sur près de cinquante ans. La qualité globale du régime a été mesurée grâce au Healthy Eating Index 2020, qui valorise : fruits, légumes, céréales complètes, produits laitiers protéinés de qualité, et pénalise : les céréales raffinées, le sel et les sucres ajoutés. Trois indices d'alimentation végétale ont aussi été utilisés, distinguant végétal « sain » (fruits, légumes, légumineuses, noix, huiles végétales, céréales complètes) et végétal « moins sain » (sodas, jus sucrés, céréales raffinées, pommes de terre, confiseries). À 53 ans, les participants ont passé un test évaluant la réserve cognitive. Une alimentation de meilleure qualité était associée à de meilleurs scores. Comme le souligne Kelly Cara : «Les résultats de notre étude suggéraient que l'alimentation joue au moins un petit rôle dans le niveau de réserve cognitive des individus», sans que le lien de causalité puisse être établi.

Ce qu'il faut concrètement changer dans son alimentation après 50 ans

Dans cette cohorte, le meilleur prédicteur de la réserve cognitive à 53 ans restait le niveau cognitif mesuré à 8 ans, mais la qualité du régime expliquait tout de même une petite part des différences, comparable à l'avantage lié à un diplôme supplémentaire

quand on l'additionne à d'autres habitudes de vie. Le conseil peut sembler banal... enfin, banal en apparence, parce qu'on voit bien ici qu'un régime plus sain pèse vraiment, même modestement. Pour les auteurs, l'enjeu n'est pas un aliment miracle, mais la cohérence de l'assiette : plus de végétaux « bruts » et de poissons, moins de sucres et de produits ultra-transformés. Remplir la moitié de l'assiette de légumes variés à chaque repas, privilégier les fruits entiers plutôt que les jus, même « 100 % fruits », remplacer pains, pâtes et riz blancs par des versions complètes, manger du poisson, surtout gras (sardine, maquereau, saumon), une à deux fois par semaine, et limiter boissons sucrées, sodas, pâtisseries et snacks industriels.

Ce que la recherche doit encore éclairer

Les auteurs restent prudents sur la causalité. «À ce jour, très peu d'études ont examiné l'alimentation et la réserve cognitive, c'est pourquoi notre travail a commencé par une investigation de la relation entre l'alimentation et la réserve cognitive à un seul moment donné», rappelle Kelly Cara. «Même si nous ne pouvons pas tirer de conclusions solides à partir de ces résultats, nous pensons que notre étude suggère que l'alimentation pourrait être l'un des facteurs qui influencent la réserve cognitive». L'équipe espère prolonger ces travaux : Les futures études qui examineront l'alimentation et le développement de la réserve cognitive dans le temps nous aideront à mieux comprendre si un aspect spécifique de l'alimentation peut améliorer ou détériorer la réserve cognitive. «J'espère appliquer différentes approches statistiques à des données alimentaires et cognitives recueillies sur plusieurs décennies pour comprendre comment ces deux facteurs sont liés l'un à l'autre tout au long de la vie», poursuit la chercheuse. Entre temps, bouger, rester curieux, cultiver les liens sociaux et soigner la qualité de son alimentation à la cinquantaine vont toutes dans le même sens : préserver, autant que possible, le capital de son cerveau.

Guerre en Ukraine

Poutine «prêt au dialogue avec Macron», après le sommet de l'UE pour soutenir Kiev

Le président russe Vladimir Poutine est «prêt au dialogue» avec son homologue français Emmanuel Macron, a déclaré dans la nuit de samedi à dimanche le porte-parole du Kremlin, Dmitri Pskov, à l'agence russe RIA Novosti.

Le porte-parole de la présidence russe faisait référence à une déclaration d'Emmanuel Macron vendredi matin à Bruxelles, à l'issue d'un sommet où l'Union européenne a trouvé un accord pour débloquer un prêt de 90 milliards d'euros pour soutenir l'Ukraine. «Je constate qu'il y a des gens qui parlent à Vladimir Poutine», avait-il ajouté, en allusion au président américain Donald Trump, qui a renoué le dialogue avec son homologue russe.»

Une série de pourparlers

De fait, des émissaires de Donald Trump mènent une série de pourparlers séparés, avec Moscou d'une part, et avec les Ukrainiens et les Européens d'autre part, dans l'espoir d'aboutir à un accord sur le conflit en Ukraine. Des négociateurs ukrainiens, européens et américains se trouvent ce week-end à Miami, en Floride, pour ces discussions menées par Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump, et Jared Kushner, le gendre du président des Etats-Unis. L'émissaire russe Kirill Dmitriev est également à Miami depuis samedi. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé samedi Washington à accentuer la pression sur Moscou, en vue d'un accord pour mettre fin au conflit déclenché par l'offensive russe de février 2022.

Pour Moscou, la poursuite de la guerre de «libération» en Ukraine est plus qu'une option

Lors d'une rencontre avec les responsables militaires du pays, Vladimir Poutine a assuré que la Russie était «toujours prête» à trouver une issue à la guerre par la voie diplomatique, mais a ajouté que, si cela s'avérait impossible, elle atteindrait ses objectifs par la voie militaire. Lors du collège élargi du ministère de la Défense, mercredi 17 décembre, à Moscou, le ministre Andreï Belousov a dressé un bilan éclatant de la campagne militaire russe en 2025.



Cette année, «l'armée russe a libéré plus de 300 localités, et le potentiel des forces armées ukrainiennes a diminué d'un tiers», résume à sa Une le quotidien *Izvestia*, qui emploie la terminologie officielle – les conquêtes russes en Ukraine sont qualifiées de «libérations».

Des discussions «constructives» à Miami, selon l'émissaire russe

Alors que des envoyés de Kiev et de Moscou sont présents à Miami pour de nouvelles discussions, l'émissaire russe, Kirill Dmitriev, a déclaré à des journalistes, selon l'agence russe TASS, que celles-ci se déroulaient «de manière constructive» avec Steve Witkoff et Jared Kushner. «Elles ont commencé et se poursuivent aujourd'hui et continueront également dimanche», a-t-il ajouté.

Zelensky dit que Washington a proposé une rencontre entre les Etats-Unis, l'Ukraine et la Russie à Miami

Pour sa part, le président ukrainien a déclaré samedi que les Etats-Unis avaient proposé une rencontre avec les négociateurs ukrainiens et russes à Miami, où ces derniers se sont rendus pour des discussions avec les Américains à propos de leur plan pour l'Ukraine. Washington a «proposé un format, autant que je sache, Ukraine, Etats-Unis, Russie», a-t-il dit, ajoutant que des représentants européens pourraient être présents. Il «serait logique d'avoir une telle réunion en commun (...) une fois que nous aurons pris connaissance des résultats potentiels des réunions qui ont déjà eu lieu», a-t-il ajouté.

Ahsene Saaid

Soudan 10 morts dans une frappe de drone sur un marché

Dix personnes ont été tuées samedi dans une frappe de drone sur un marché dans la province occidentale du Darfour, au Soudan, ont indiqué hier des secouristes. L'attaque a touché la ville d'Al-Malha, déclenchant un «incendie dans des commerces», a affirmé dans un communiqué, la Cellule d'intervention d'urgence, l'un des nombreux groupes de bénévoles actifs à travers le pays pour porter assistance aux civils. Cette ville du Darfour-Nord, l'une des plus septentrionales de la vaste zone désertique située à la frontière avec la Libye, était tombée en mars aux mains des Forces de soutien rapide (FSR), engagées dans une guerre avec l'armée régulière depuis deux ans et demi. Le conflit a fait plusieurs dizaines de milliers de morts, déraciné des millions d'autres et provoqué ce que l'ONU qualifie de «pire crise humanitaire au monde».

Afrique du Sud Au moins 10 morts et 10 blessés lors d'une fusillade à l'ouest de Johannesburg

Au moins 10 personnes ont été tuées et 10 autres blessées lors d'une attaque armée survenue, dans la nuit de samedi à dimanche à Bekkersdal, à l'ouest de Johannesburg, ont rapporté des médias locaux, citant la police. «L'attaque s'est produite dans la nuit de samedi à dimanche, à la taverne KwaNokolo, située dans le secteur de Tambo, lorsque des assaillants non identifiés ont ouvert le feu de manière indiscriminée sur les clients à l'intérieur de l'établissement ainsi que sur des personnes rassemblées à l'extérieur», ont précisé les mêmes sources. «Les blessés ont été évacués vers des hôpitaux voisins afin d'y recevoir des soins», a-t-on ajouté. De son côté, le commissaire par intérim de la police du Gauteng, Fred Kekana, a indiqué que plusieurs unités spécialisées avaient été mobilisées et que «le mobile de la fusillade reste pour l'heure incertain».

Cambodge

Plus de 500 000 déplacés suite au conflit avec la Thaïlande

Le conflit frontalier entre le Cambodge et la Thaïlande a fait plus de 500 000 déplacés cambodgiens ces deux dernières semaines, a déclaré le ministère de l'Intérieur dimanche. «Plus d'un demi-million de Cambodgiens, y compris des femmes et des enfants, subissent de graves difficultés en raison de déplacements forcés de leurs foyers et de leurs écoles pour échapper aux tirs d'artillerie, aux roquettes et

aux bombardements aériens», a déclaré cette source dans un communiqué, évaluant à 518 611 le nombre total de personnes évacuées. En Thaïlande, quelque 400 000 personnes ont été déplacées à cause de la reprise du conflit frontalier, selon Bangkok. Depuis la reprise des combats le 12 décembre, les affrontements ont fait au moins 41 morts – 22 côté thaïlandais et 19 côté cambodgien, selon les bilans officiels

respectifs. Les deux royaumes d'Asie du Sud-Est se disputent depuis de longue date des morceaux de territoire le long de leur frontière, tracée à l'époque coloniale. En juillet, un précédent épisode de violences avait fait 43 morts en cinq jours. Fin octobre, le président américain Donald Trump avait assuré avoir résolu le conflit après avoir présidé à la signature d'un accord de cessez-le-feu, mais celui-ci a été

suspendu peu après par Bangkok. Washington, Pékin, l'Union européenne, les Nations unies et la présidence malaisienne de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont tous appelé à une cessation des hostilités. Les ministres des Affaires étrangères de l'Asean, dont ceux de la Thaïlande et du Cambodge, doivent se réunir lundi à Kuala Lumpur pour discuter du conflit.

Palestine

L'OCI condamne le bombardement par l'armée sioniste d'une école abritant des déplacés à Ghaza



L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a fermement condamné le bombardement par l'armée sioniste d'une école abritant des déplacés dans la bande de Ghaza, qui a entraîné la mort en martyrs de sept Palestiniens et la blessure de dizaines d'autres, le qualifiant de violation flagrante du droit international humanitaire. Dans un communiqué relayé dimanche par des médias, l'OCI a renouvelé son appel à la communauté internationale pour qu'elle assume ses responsabilités, mettre un terme à toutes les violations de l'armée sioniste, fasse res-

pecter un cessez-le-feu global et durable et garantisse l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, ainsi que le retrait des forces d'occupation de Ghaza. L'organisation a également souligné la nécessité d'activer les mécanismes de justice pénale internationale afin de poursuivre tous les responsables sionistes impliqués dans ces crimes, en veillant à ce qu'ils ne puissent pas échapper à la justice.

Deux Palestiniens tombent en martyrs en Cisjordanie occupée sous les balles des forces sionistes

Deux Palestiniens sont tombés en martyrs sous les balles des forces sionistes samedi en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Dans la localité de Qabatiya, au sud de Jénine, un adolescent de 16 ans a succombé «à sa blessure causée par une balle des forces de l'occupation» sioniste a indiqué l'agence de presse palestinienne officielle Wafa, citant le ministère de la Santé palestinien. Plus tôt, l'agence avait indiqué que les forces sionistes avaient pénétré dans le village et s'y étaient déployées. L'agence Wafa a en outre indiqué qu'un jeune homme de 22 ans était tombé en martyr «d'une balle dans la poitrine, lors d'un raid des forces d'occupation sur la localité.» L'armée sioniste commet quotidiennement des actes de violence contre les civils palestiniens en Cisjordanie occupée.

Trois femmes palestiniennes mortes et deux disparues dans l'effondrement d'une maison à Ghaza

Trois femmes d'une même famille sont mortes et deux autres personnes sont portées disparues hier matin après l'effondrement de leur maison

dans le quartier de Sheikh Radwan, dans la ville de Ghaza, selon des sources médicales. L'effondrement a été causé par des dommages structurels résultant des bombardements sionistes en cours, qui ont provoqué l'effondrement du bâtiment sur ses occupants. Des dizaines de maisons se sont effondrées, récemment en raison des dégâts directs causés par les bombardements continus sur Ghaza depuis octobre 2023. La situation s'est aggravée avec les récentes intempéries. Les habitants refusent toutefois de quitter leurs maisons endommagées et en ruine, invoquant les conditions catastrophiques et les difficultés croissantes causées par les frappes aériennes en cours et les intempéries, qui ont touché des milliers de foyers dans toute la bande de Ghaza.

Manifestation à Berlin en soutien à la Palestine

La capitale allemande, Berlin, a été le théâtre, samedi soir, d'une vaste manifestation en soutien à la Palestine et pour dénoncer l'agression sioniste à Ghaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne (Wafa). Des centaines de manifestants se sont rassemblés à Oranienplatz, dans le quartier de Kreuzberg, scandant des slogans hostiles à l'entité sioniste, avant de marcher en direction de la mairie de Neukölln, pour dénoncer les violations continues commises par les forces d'occupation à l'encontre du peuple palestinien, précise Wafa. Les participants ont brandi des drapeaux palestiniens ainsi que des pancartes portant des messages tels que : «La dignité humaine est inviolable» et «Liberté pour les prisonniers palestiniens», ajoute la même source. Ils ont également appelé à poursuivre en justice les responsables pour crimes de guerre, scandant des slogans parmi lesquels «Stop au génocide» et «Les enfants veulent vivre.»

CAN-2025

Motsepe place les Verts parmi les grands favoris

À l'approche des grandes échéances continentales et mondiales, le football africain se projette déjà vers l'avenir. Dans ce contexte, les déclarations récentes du président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, viennent renforcer l'optimisme autour de la sélection nationale algérienne.

Le dirigeant sud-africain a clairement affiché sa confiance dans les capacités des Verts, les plaçant parmi les grands favoris pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations prévue au Maroc en 2025, tout en soulignant leur potentiel à briller sur la scène mondiale lors de la Coupe du Monde 2026.

L'Algérie parmi les favoris pour la CAN-2025

Dans une déclaration de presse, Patrice Motsepe n'a pas hésité à désigner l'équipe nationale algérienne comme un sérieux prétendant au titre continental. Selon lui, la sélection algérienne possède tous les atouts nécessaires pour aller au bout de la compétition et soulever le trophée de la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Cette prise de position du président de la CAF n'est pas anodine. Elle reflète la reconnaissance, au plus haut niveau du football africain, de la valeur sportive de l'Algérie, de la qualité de son effectif et de la solidité de son projet footballistique. Depuis plusieurs années, les Verts se sont imposés comme une place forte du football africain, grâce à des performances régulières, un style de jeu affirmé et une génération de joueurs expérimentés évoluant dans des championnats compétitifs.

Une équipe bâtie pour les grands rendez-vous

La confiance affichée par Patrice Motsepe repose également sur la capacité de la sélection algérienne à gérer la pression des grandes compétitions. L'Algérie a démontré par le passé qu'elle pouvait rivaliser avec les meilleures nations du continent, tant sur le plan tactique que mental. La perspective d'une CAN organisée au Maroc, dans un environnement exigeant et face à une concurrence relevée, nécessite une équipe solide, disciplinée et ambitieuse — des qualités que



le président de la CAF attribue clairement aux Verts. Cette reconnaissance constitue un message fort adressé non seulement aux supporters algériens, mais aussi aux potentiels adversaires. Elle positionne l'Algérie comme une équipe à battre et renforce son statut de prétendant naturel au sacre continental.

Le regard tourné vers la Coupe du Monde 2026

Au-delà du cadre africain, Patrice Motsepe s'est également projeté vers la Coupe du

Monde 2026. Il a affirmé que la sélection algérienne est capable de franchir le premier obstacle majeur de la compétition mondiale, à savoir la phase de groupes. Une déclaration porteuse d'espoir, qui témoigne de la confiance accordée au niveau international du football algérien. La Coupe du Monde 2026, avec son nouveau format élargi, offrira davantage d'opportunités aux sélections africaines. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme l'une des équipes les mieux armées pour tirer profit de cette évolution. L'expérience accumulée lors des précé-

dentes campagnes, combinée à un effectif compétitif, laisse entrevoir des perspectives encourageantes pour un parcours honorable sur la scène mondiale. Pour les joueurs algériens, ces déclarations peuvent servir de source de motivation supplémentaire, en rappelant que leurs efforts sont reconnus au plus haut niveau du football africain. Pour les supporters, elles nourrissent l'espoir de voir leur sélection renouer avec les sommets continentaux et s'illustrer à nouveau sur la scène mondiale.

Bessa N.

Arbitrage Les premières inquiétudes avant le coup d'envoi

A la veille du coup d'envoi de la 35^e édition de la CAN, les inquiétudes se multiplient en coulisses, notamment en ce qui concerne l'arbitrage. Alors que l'événement n'a pas encore débuté, certaines désignations arbitrales annoncées ces dernières heures commencent déjà à faire parler d'elles et à alimenter les spéculations. Dans un contexte marqué par de fortes attentes et des enjeux sportifs considérables, ces choix suscitent des interrogations légitimes au sein des observateurs et des acteurs du football qui redoutent l'influence de manœuvres en coulisses sur le déroulement des matches. Les souvenirs de décisions controversées lors des précédentes éditions restent encore frais dans les mémoires, renforçant la méfiance et les craintes d'éventuelles dérives. Ainsi, avant même le premier coup de sifflet, le débat est lancé et l'arbitrage se retrouve déjà sous pression, appelé à jouer un rôle déterminant pour garantir l'équité et la crédibilité d'une compétition qui s'annonce aussi disputée qu'indécise. Ainsi, plus que jamais, le corps arbitral se retrouve face à une responsabilité majeure : garantir l'impartialité et la transparence afin que cette CAN se décide uniquement sur le terrain et non dans les coulisses.

Ligue 1 Mobilis (mise à jour) Le leader en quête de rachat, affiche indécise à Baraki



Le MC Alger, leader de la Ligue 1 Mobilis de football, battu jeudi pour la première fois en championnat, abordera la réception de l'ES Ben Aknoun avec l'intention de se racheter et consolider son avance en tête, alors que le CR Belouizdad et l'ES Sétif s'affronteront dans une affiche indécise, lors de la mise à jour de la compétition, prévue lundi, mardi et jeudi. Battu à la surprise générale jeudi au stade du 18-Février d'Ouargla face au nouveau promu le MB Rouissat (1-0), le MCA (1e, 25 pts) se doit de relever la tête devant son public, face à une accrocheuse formation de l'ESBA (8e, 17 pts), qui reste sur un nul décroché face à l'USM Alger (2-2). Un succès permettra au double cham-

pion d'Algérie non seulement de renouer avec la victoire, mais également de dissiper les doutes nés suite au revers essuyé face au MBR, vécu comme une véritable déception par les supporters du club algérois. En face, l'Etoile de Ben Aknoun, dirigée sur le banc par Mounir Zeghdoud, aura à cœur de créer l'exploit face à une équipe du Mouloudia, orpheline par l'absence de son capitaine Ayoub Abdellaoui, suspendu, et du milieu burkinabé Mohamed Zougrana, retenu par la sélection de son pays pour disputer la CAN-2025. De son côté, l'USMA (5e, 19 pts), stoppée net dans son élan par l'ESBA, après cinq succès de rang, toutes compétitions confondues, recevra le MB Rouissat (10e, 16 pts), auréolé de son succès face au MCA.

Les «Rouge et Noir», qui bénéficieront de la faveur des pronostics, seront appelés à rester vigilants face à une équipe du MBR, qui aspire à confirmer son réveil intervenu après un période de disette de six matches sans victoire.

La 3^e confrontation au programme de cette mise à jour du calendrier, aura lieu jeudi au stade Nelson-Mandela de Baraki, entre le CR Belouizdad (8e- 17 pts) et l'ES Sétif (11e - 15 pts). Le CRB qui n'a pas raté l'occasion de prendre les trois points lors de la réception, samedi de l'Olympique d'Akbou (2e-21 pts), pour s'emparer de la 8^e position du classement devant l'ES Sétif (15 pts), vainqueur devant la JS Kabylie (1-0), aura la ferme intention d'engranger une nouvelle victoire pour continuer à progresser au classement. De son côté, l'ESS se déplacera au stade Nelson-Mandela avec l'objectif de poursuivre sa belle série en cours et confirmer sa belle victoire devant la JSK.

Cyclisme : Bike Abu Dhabi Gran Fondo (4^e édition) Les Algériens Hamza Yacine et Yacine Chalel dans le Top 8

Les cyclistes algériens Hamza Yacine et Yacine Chalel ont décroché respectivement les 5^e et 8^e places, dans la 4^e édition de la course sur route «Bike Abu Dhabi Gran Fondo», disputée, hier aux Emirats arabes unis. Longue de 150 kilomètres, la course a pris son départ à Al Aïn et s'est achevée à Abu Dhabi, avec la victoire de l'Ukrainien Serhii Sydor, en 2h 57.30, devant le Néerlandais Cornelis Vermeltfoort (2h 57.31) et le Russe Anton Popov (2h 57.31). Hamza Yacine a bouclé la distance avec le même chrono que ses prédécesseurs directs au classement, soit 2h57.31, alors que Chalel est entré avec une seconde de retard (2h 57.32). «Je suis satisfait de ma performance, surtout si on tient compte de la rude concurrence qui a sévi. La course s'est déroulée avec une vitesse moyenne de 51 km/heure, ce qui confirme que le niveau était élevé. C'est un peu dommage qu'il m'ait manqué un peu de jus vers la fin, pour aller chercher un Top 5, mais dans l'ensemble, je suis ravi de ma 8^e place, face à de nombreux coureurs d'équipes continentales», a publié Chalel sur sa page sur les réseaux sociaux, juste après la fin de la course. Avant de se rendre aux Emirats arabes unis, le coureur de l'OC Val d'Oise (France) avait effectué un stage de préparation «longue durée» en Egypte, où il a profité de conditions climatiques relativement douces pour bien recharger ses batteries. Parmi les principales compétitions qui seront au menu de Chalel au début de l'année 2026, le Grand Prix d'Egypte, une compétition sur piste, en Classe 2, prévue au début du mois de février.

Tennis Les tournois nationaux des U8, U12 et U18 reportés à des dates ultérieures

La Fédération algérienne de tennis (FAT) a annoncé dimanche le report à une date ultérieure des tournois U8, U12 et U18, initialement prévus du 24 au 27 décembre courant, dans trois différentes régions du pays, en raison des conditions météorologiques défavorables annoncées pour cette fin de semaine. Avant cela, la FAT avait déjà reporté les tournois U10 et U16, prévus du 21 au 23 décembre, pour les mêmes raisons et sans avancer de date précise pour leur réorganisation. Selon les derniers bulletins de météo-Algérie, la pluie fera son retour dans plusieurs régions du pays à partir de ce week-end, après une accalmie de quelques jours. Etant donné que la plupart de ces tournois sont programmés en extérieur, les organisateurs ont anticipé leur report, car considérant qu'ils n'allaient pas pouvoir se dérouler dans de bonnes conditions.

CAN-2025 : Algérie – Soudan J-2

Les Verts en mode concentration

Il semblerait que l'équipe nationale aura du pain sur la planche au Maroc. Elle doit non seulement se préparer physiquement et mentalement au plus grand événement footballistique africain de l'année, mais aussi faire face à des polémiques stériles qui n'ont pas leur place dans le sport.

Voilà qu'on lui invente une histoire montée de toutes pièces, selon laquelle la délégation algérienne a sciemment masqué, derrière un rideau, le cadre du Roi Mohamed VI, dans son lieu d'hébergement. Une attaque qui rappelle étrangement celle dont a été victime l'équipe nationale féminine au Maroc, il y a quelques mois lors de la CAN, accusée à tort d'avoir caché le logo de la compétition «Morocco 2025» sur le banc de touche. Une tempête dans un verre d'eau, puisque les charges de la CAF retenues contre l'EN féminines ont été vite abandonnées. Il s'est avéré ensuite que c'était un coup monté des Marocains pour déstabiliser et perturber l'équipe algérienne. Apparemment, ils remettent ça avec les garçons, juste pour entretenir un climat de tension malsain. Cela dit, les Verts ne doivent pas entrer dans ce jeu en prenant de la hauteur pour se consacrer exclusivement au sportif. Les responsables de la délégation algérienne doivent maintenir les joueurs en dehors de ces polémiques fabriquées rien que nuire à l'équipe nationale. Il faut dire que même à la fin des années 70, quand la tension était encore plus forte entre les deux pays, les Verts n'ont été confrontés à aucune pression particulière. En 1979, ils sont allés s'imposer au Maroc sur le score sans appel de 5 à 1 sous les applaudissements du public marocain connaisseur et fair-play. Après tout, les deux peuples sont proches et rien ne les sépare, y compris les différends sur le plan politique. On aimerait qu'on parle seulement football durant cette CAN qui s'annonce grandiose. Les Verts n'ont pas perdu leurs temps. Dès leur arrivée à Rabat, le staff technique a programmé une première séance d'entraînement le samedi. «Programmée à 17h00, cette séance, d'une durée d'une heure et demie, s'est déroulée à un rythme soutenu. Le staff technique a axé le travail sur les aspects technico-tactiques, avec une implication totale de l'ensemble des joueurs convoqués», relève le site de la FAF dans un communiqué. La bonne nouvelle est que tout l'effectif est apte à prendre part à la première rencontre de l'équipe nationale prévue ce mercredi contre le Soudan. Abdelli, le dernier arrivé, qui a remplacé Aouar blessé, s'est mis rapidement dans le bain, ravi d'être



avec les siens. Il se sent prêt physiquement et complètement concentré sur l'événement. A J-2 de leur entrée en lice, les Verts abordent la dernière ligne de la préparation avec au menu un travail beaucoup plus axé sur le technico-tactique. Pour le moment, tout baigne dans l'huile et à part les problèmes extra-sportifs,

cités plus haut, le groupe vit bien ce début de rassemblement au Maroc. Il est concentré sur son objectif, celui de bien entamer la compétition, condition sine qua non pour aller loin dans cette CAN que tous les joueurs veulent réussir à tout prix.

Ali Nezioui

C'est de bonne guerre !

Les Verts ciblés par une campagne de désinformation au Maroc

Depuis son arrivée à Rabat pour participer à la CAN, le climat autour de la sélection nationale est marqué par une tension médiatique croissante. Selon plusieurs sources concordantes, une partie de la presse marocaine a lancé une véritable campagne de guerre psychologique à l'encontre des «Verts», en diffusant des rumeurs et des accusations infondées dans le but manifeste de perturber la sérénité du groupe algérien. Ce que certains qualifient de «guerre médiatique précoce» s'inscrit dans une stratégie bien connue dans le monde du sport de haut niveau : tenter d'influencer l'adversaire avant même qu'il ne pénètre sur le terrain. Des médias proches du «Makhzen» ont ainsi relayé des informations dénuées de toute crédibilité, affirmant, notamment que la Confédération africaine de football (CAF) aurait adressé des avertissements ou des sanctions à l'équipe nationale algérienne. Or, ces affirmations ont été formellement démenties. Des sources proches de la délégation algérienne au Maroc assurent que contrairement à ce qui est véhiculé par certains médias marocains, aucune réprimande n'a été adressée à la sélection algérienne par la CAF. Selon ces mêmes sources, l'ensemble des préparatifs se déroule dans des

conditions normales, sans le moindre incident administratif ou disciplinaire. Au-delà des simples rumeurs, cette campagne prend une tournure plus inquiétante par l'usage de procédés modernes de manipulation. Toujours, selon les mêmes sources, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez font l'objet d'attaques médiatiques répétées, reposant sur la diffusion d'images falsifiées à l'aide de l'intelligence artificielle. Ces contenus, largement partagés sur certaines plateformes et repris par des canaux médiatiques, viseraient à semer le doute, à fragiliser l'image du groupe et surtout à affecter le moral des joueurs. Cette tentative de déstabilisation psychologique intervient à un moment clé de la compétition, où la concentration et la cohésion du groupe sont essentielles. En ciblant directement les leaders de l'équipe et en cherchant à créer un climat de suspicion autour de la sélection algérienne, les auteurs de cette campagne espèrent manifestement affaiblir l'adversaire avant même le premier match. Cependant, sur le terrain de la préparation sportive, la réalité semble tout autre. Loin d'être affectée par ces manœuvres, la sélection nationale algérienne poursuit son travail dans un climat décrit comme positif et serein. Les joueurs

affichent, selon les informations disponibles, un état d'esprit combatif et une détermination intacte. À l'approche de leur confrontation face au Soudan, les «Verts» se préparent avec un moral très élevé et une forte volonté de bien entamer la compétition. Cette solidarité interne et cette confiance collective constituent sans doute la meilleure réponse à la désinformation. L'équipe semble avoir choisi de transformer ces attaques médiatiques en source de motivation supplémentaire. L'objectif est clair : rester concentré sur le sportif, ignorer le bruit extérieur et avancer avec ambition dans cette CAN. En définitive, cet épisode met en lumière une réalité récurrente du football africain, où la rivalité sportive déborde parfois sur le terrain médiatique. Mais il rappelle également que les grandes équipes se distinguent par leur capacité à résister aux pressions, quelles qu'en soient les formes. Pour la sélection algérienne, le message est sans équivoque : malgré les tentatives de déstabilisation, le cap reste fixé sur un seul objectif, celui de défendre ses chances avec honneur et, pourquoi pas, de ramener le trophée continental en Algérie.

B. N.

FAF

La liste des arbitres internationaux algériens pour l'année 2026 publiée

La Fédération algérienne de football (FAF) a publié les noms des officiels de match approuvés par la commission des arbitres de la FIFA (Fédération internationale de football), pour figurer sur les listes internationales 2026.

Les arbitres centraux (referee) comprennent : Ghorbal Mustapha, Benbrahim Lahlou, Gamouh Youcef, Boukhalfa Nabil, Aouina Mohammed Rafik, Benyahia Houssam, Bekouassa Lotfi, Mehat Ghada et Houia Dhikra.

La liste des assistants est composée de : Gourari Mokrane, Zerhouni Abbès Akram, Bouzit Hamza, Ouerd Benslama Yacine, Bouima Haitham, Hamaidi Mohammed, Abane Adel, Ouahab Asma Feriel, Kemmad Sara et Ouchenane Loubna.

Par contre, les arbitres de la VAR (vidéo assistant referee ou arbitrage vidéo) sont : Ghorbal Mustapha, Benbrahim Lahlou, Gourari Mokrane et Ouahab Asma Feriel.

Pour les arbitres de Futsal, la liste de la FIFA comprend : Balahouane Ammar, Chenaoua Adel, Chanai Warda et Chihaoui Malika Nada, alors que ceux du football de place sont : Aroui Zakaria et Benhouria Khaled Walid.

Jeux africains de la jeunesse 2025 Avec une moisson de 101 médailles, l'Algérie termine en 2^e position

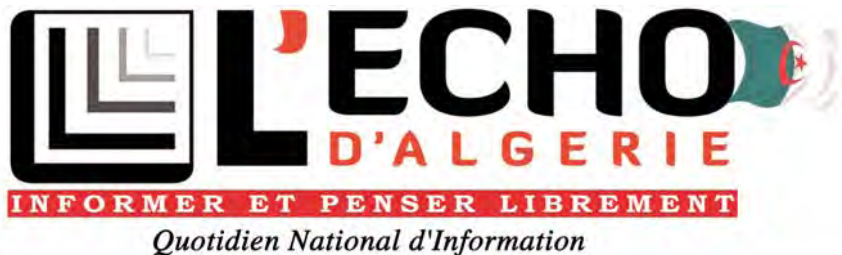
L'Algérie termine en 2^e position avec 101 médailles aux Jeux africains de la jeunesse (JAJ) 2025 à Luanda (Angola). Au vu des prévisions faites par les fédérations sportives bien avant le coup d'envoi des Jeux africains de la jeunesse 2025 à Luanda (Angola), l'objectif de la participation a été atteint. Après le baisser de rideaux de ces joutes, notre délégation a réussi à augmenter le nombre de ses médailles à 101 breloques, à savoir 39 en or, 26 en argent et 36 en bronze. Une récolte qui montre que le mouvement sportif national regorge un nombre important d'athlètes d'avenir.

Avec 101 médailles, l'Algérie vient après l'Afrique du Sud 1^e avec 105 médailles, dont 45 en or et devance respectivement l'Egypte avec 76 médailles, dont 33 en vermeil et la Tunisie avec ses 93 médailles, dont 27 en or. Durant ces jeux qualificatifs pour les JO de la jeunesse

2026 à Dakar, nos jeunots ont donné la plus belle image du sport national. En dépit de l'écart en matière de préparation, d'excellents résultats ont été obtenus dans plusieurs disciplines comme en natation, judo, taekwondo, boxe, Escrime, canoë-kayak, cyclisme. Bien que le nombre de médailles ait connu une baisse comparativement à l'édition de 2018 à Alger, il faut noter que la délégation qui prendra part aux prochains olympiades des jeunes va comprendre au moins 39 athlètes, soit les champions et championnes de leurs disciplines. Le nombre pourrait être plus grand d'ici quelques jours avec les listes qui seront établies par le comité olympique international. D'ici le coup d'envoi des JOJ, l'heure est au suivi de cette jeunesse dans toutes les disciplines. Il est clair que les sports individuels ont sauvé la participation de notre délégation à Luanda. Pourtant, les clubs formateurs dans plu-

sieurs sports continuent d'exister avec des budgets insuffisants pour terminer leur saison. Cela n'a pas pour autant empêcher les techniciens de contribuer à l'émergence de plusieurs jeunes compétiteurs et compétitrices, qui au fil des ans, pourront être les futurs médaillés olympiques à l'horizon 2032 à l'occasion des Jeux Olympiques 2032 de Brisbane. Pour rappel, le projet du champion olympique a été lancé avec une réunion entre le ministre des Sports et les fédérations pour établir une stratégie commune visant à former une élite nationale sportive capable de représenter dignement l'Algérie dans les grandes manifestations sportive dès la fin du cycle olympique actuel.

Les JO 2028 de Los Angeles seront un point d'un nouveau départ pour mettre en marche un processus d'accompagnement durable aux athlètes qui ont les moyens pour briller au haut niveau.



Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
17°/8°	18°/9°	13°/5°	16°/4°	18°/6°



El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
06h24	12h46	15h17	17h35	19h03

Présidence

Abdelmadjid Tebboune reçoit un appel téléphonique du roi de Jordanie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, un appel téléphonique de son frère le roi Abdallah II, souverain du Royaume hachémite de Jordanie frère, au cours duquel ils ont échangé les vues sur la situation dans le monde arabe, en particulier, et les derniers développements dans le monde. Lors de cet entretien téléphonique, les deux parties sont convenues «d’une rencontre prochaine qui les réunira pour procéder à un examen approfondi de plusieurs questions, notamment les questions d’intérêt commun». À cette occasion, «Sa majesté le roi a félicité le président de la République et le peuple algérien à l’occasion du Nouvel an, en souhaitant prospérité et progrès à l’Algérie». De son côté, «le président de la République a félicité son frère le roi, et le peuple jordanien pour cette même occasion, souhaitant progrès et prospérité au Royaume hachémite de Jordanie».



Diplomatie

Attaf participe au Caire à une réunion de coordination des MAE du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a participé, samedi au Caire, à une réunion de coordination des ministres des Affaires étrangères du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye (Algérie, Egypte et Tunisie), en marge de la 2^e session du forum de partenariat Afrique-Russie au niveau ministériel. Dans ce cadre, «les ministres ont échangé les vues et les analyses sur les derniers développements sur la scène libyenne, convenant d'approfondir la concertation et la coordination entre les trois pays frères, en prévision de la prochaine réunion du Mécanisme tripartite, qui se tiendra en Tunisie début 2026».



Communication

Un séminaire scientifique scelle un accord pour renforcer la présence de l'amazigh dans les médias

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, accompagné du secrétaire général du Haut-commissariat à l'Amazighité, Si El-Hachemi Assad, a présidé l'ouverture des travaux d'un séminaire scientifique consacré aux médias, placé sous le thème : «L'Amazighité et la langue nationale : contributions institutionnelles, académiques et scientifiques». Dans son allocution, le ministre a salué la tenue de ce séminaire scientifique, qui constitue, selon lui, un espace d'échanges fructueux réunissant professeurs et experts autour d'un ensemble de contributions portant sur la dimension institutionnelle et les politiques publiques liées à la promotion de l'amazigh, la mise à niveau de la langue amazighe, l'onomastique amazighe comme outil scientifique pour la compréhension et la consolidation de l'identité, ainsi que les apports de l'histoire ancienne dans la compréhension de la dimension amazighe de l'Algérie. Les travaux de ce séminaire ont été marqués par la signature d'un accord-cadre entre le ministère de la Communication et le Haut-Commissariat à l'Amazighité visant à renforcer la présence de la langue amazighe, en tant que langue nationale, dans l'espace médiatique national, à améliorer la communication institutionnelle en arabe et en amazigh, et à soutenir la production médiatique consacrée à la valorisation du patrimoine culturel et immatériel. Le séminaire a enregistré la participation de professeurs, chercheurs spécialistes, res-



ponsables d'institutions médiatiques et cadres officiels du secteur, venus apporter leur expertise et contribuer à la réflexion sur la place de l'amazighité dans le paysage médiatique national.

Malia Sahli

● AADL 3

Les modalités de paiement en ligne expliquées

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a précisé, hier, les modalités de paiement en ligne des tranches relatives aux logements du troisième programme de la formule location-vente (AADL 3). Dans une vidéo explicative publiée sur les réseaux sociaux, l'Agence a souligné que les souscripteurs au programme «AADL 3» peuvent régler les tranches en ligne via la plateforme www.aadl.dz, l'application «BaridiMob» ou la plateforme «Baridiweb» d'Algérie Poste. Sur la plateforme AADL, le souscripteur doit accéder à son espace personnel en saisissant son code d'utilisateur et son mot de passe, puis cliquer sur «souscrire» afin d'afficher l'ordre de versement. Il lui est ensuite demandé d'introduire le code de vérification Captcha, avant de renseigner les informations relatives à la carte de paiement (carte interbancaire ou Edahabia). S'agissant de l'application «Baridimob» ou de la plateforme «Baridiweb», l'opération s'effectue en cliquant sur l'icône «Paiements» depuis l'interface, puis en sélectionnant «Agence AADL», avant d'introduire «le code client» mentionné dans l'ordre de versement. Il doit ensuite renseigner le formulaire contenant «le numéro de la facture» et les données personnelles. Après la finalisation de l'opération de paiement électronique, le souscripteur obtient un reçu de versement confirmant le succès de l'opération, selon les explications fournies. Le montant de la première tranche de logements du programme «AADL3» a été fixé à 343.000 DA pour les logements de type F3 et à 431.500 DA pour ceux de type F4, le montant devant être acquitté en deux versements.

- Conseil de la nation

Nasri préside une réunion du bureau

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a présidé, hier, une réunion du bureau du Conseil, consacrée à l'examen des amendements proposés au projet de loi modifiant et complétant la loi relative à l'organisation territoriale du pays. «S'agissant de l'unique point inscrit à l'ordre du jour, le bureau du Conseil a examiné les amendements proposés au projet de loi modifiant et complétant la loi N° 84-09 du 2 Djoumada el-oula 1404 correspondant au 4 février 1984, relative à l'organisation territoriale du pays, et a décidé de transmettre les amendements remplissant les conditions de forme, conformément aux dispositions des articles 71 et 72 du Règlement intérieur du Conseil de la nation, ainsi que l'instruction générale émanant du Bureau du Conseil de la nation, fixant les conditions et modalités de présentation des amendements aux projets et/ou propositions de lois (article 3), à la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial, en application des dispositions de l'article 73 du Règlement intérieur du Conseil de la nation».

- Djamaa El-Djazair

Ouverture du Conseil de lecture de «Sahih Al-Boukhari»

Djamaa El-Djazair a annoncé l'ouverture, dimanche, du Conseil de lecture de «Sahih Al Boukhari» au niveau de l'esplanade de la mosquée, sous la supervision de son recteur cheikh Mohamed Mamoune El-Kacimi El-Hoceini. A l'occasion de l'avènement du mois de Radjab, le Conseil de lecture de «Sahih Al-Boukhari» s'ouvre après la prière d'Al-Asr au niveau de l'esplanade de la mosquée. Ces assises scientifiques visent à raviver la noble Sunna, à instaurer les traditions de l'écoute et de la transmission (el isnad) et à relier les générations aux sources fiables de la charia islamique. Ces assises se tiennent dans un cadre alliant savoir, enseignement et élévation spirituelle, reflétant ainsi la mission de Djamaa El-Djazair au service du référent religieux national et de sa préservation, selon une méthodologie scientifique rigoureuse. La clôture des Conseils de lecture de «Sahih Al-Boukhari» est prévue la veille du 27^e jour du mois béni de Ramadhan.

Concours international Biol Italia

«Braza Olive» décroche, pour la deuxième année consécutive, le premier prix

Pour la deuxième année consécutive, l'huile d'olive algérienne «Braza Olive» remporte le premier prix au Concours international Biol Italia, qui récompense chaque année les huiles biologiques. Cette huile est produite par Bachir Bessai à Bordj Bou-Arréridj. Le prix de la meilleure huile d'olive extra-vierge biologique au monde «Biol Italia» a été créé en 1996 en Italie. Ce concours représente la plus importante manifestation internationale de l'ensemble du secteur de l'huile d'olive extra-vierge, tant par le nombre de participants (producteurs oléicoles) que par le nombre de pays impliqués, d'experts et de consommateurs participants. Biol est également un événement international, accompagné de rencontres, de séminaires et de manifestations professionnelles visant à promouvoir la connaissance et la consommation de produits biologiques de qualité. Braza Olive est déjà certifiée bio par l'organisme Biocert Algérie. Cette huile est produite depuis 2011. Bachir Bessai exploite des terres familiales abandonnées depuis des années. Il commence par soigner des arbres centenaires par la taille régénératrice.

trice des oliviers, ou taille de restauration, et le traitement biologique pour leur redonner vigueur. Il se contente de la production de ces arbres centenaires pendant cinq ans. La première plantation débute en 2015. Bachi Bessai veille à ce que Braza Olive soit fabriquée, selon les normes les plus rigoureuses. Ce producteur commence la récolte dès le mois d'octobre avec les variétés précoces. Il estime qu'il faut éviter que l'olive atteigne sa pleine maturité, car la qualité de l'huile tend à diminuer. La récolte s'effectue dans le strict respect des normes en vigueur : les olives ne doivent en aucun cas entrer en contact avec le sol, au risque d'absorber des odeurs indésirables. Une olive abîmée ou ouverte s'oxyde rapidement. Une fois cueillies, elles sont minutieusement nettoyées afin d'éliminer toute trace de feuilles. Si les feuilles d'olivier sont reconnues pour leurs vertus thérapeutiques, elles ne doivent pas être mélangées aux olives destinées à l'extraction. Une huile obtenue avec des feuilles se dégrade plus rapidement sous l'effet de la lumière, précise l'oléiculteur.